

**AFRICA: 4 OCTOBRE 2017 : ( La Chine fournira 100 millions de dollars d'aide militaire à l'Union africaine dans les 5 prochaines années )**



( Photo : Chinafrica.info ) La Chine offrira une aide militaire de 100 millions de dollars à l'Union africaine au cours des cinq prochaines années, a déclaré un porte-parole du ministère de la Défense. La Chine négocie avec l'Union africaine sur la rédaction du plan de mise en œuvre de cette aide, a déclaré Wu Qian, porte-parole du ministère de la Défense nationale, lors de sa conférence de presse mensuelle jeudi 28 septembre. L'aide permettra de soutenir les Forces de réserve africaine et les forces d'intervention rapide, a indiqué M. Wu. Cette mesure a été annoncée par le président chinois Xi Jinping dans son premier discours au siège de l'ONU à New York, à l'occasion de la 70e session de l'Assemblée générale en septembre 2015.

## BURUNDI :

### **Burundi : La frontière burundo-congolaise suffisamment sécurisée**

<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-la-frontiere-burundo-congolaise-suffisamment-securisee/>

SECURITE, GEOPOLITIQUE – La frontière burundo-congolaise est suffisamment sécurisée selon la Force de Défense Nationale du Burundi FDNB, suite à une attaque d'une force négative à Uvira au Sud-Kivu.

A Bujumbura, ce jeudi 28 septembre 2017, le Colonel Barutuza Gaspard , Porte-parole de la Force de Défense Nationale du Burundi FDNB, a informé que la frontière burundo-congolaise était suffisamment sécurisée, suite à l'attaque d'une force négative à Uvira au Sud-Kivu [ <http://www.digitalcongo.net/article/59cce043db3976000465f320> ], qui a été maîtrisée par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

La Région des Grands Lacs Africains est en proie à une Guerre Géopolitique, opposant des multinationales occidentales à la Chine. Le Rwanda est utilisé, par ces multinationales occidentales, comme un état déstabilisateur dans cette région d'Afrique. Depuis quelques mois, une opération militaire était en préparation au Rwanda pour mettre à feu et à sang la RDC Congo et le Burundi [\*].

[\*] Burundi : Une attaque imminente Rwando Américano-Belge – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-une-attaque-imminente-rwando-americano-belge-contre-les-barundi/>

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le jeudi 28 septembre 2017**

### **Bujumbura salue la "clairvoyance" de l'UA sur la situation burundaise**

Xinhua | 11.09.2017 08h35 <http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2017/0911/c96852-9267084.html>

Le Forum National des Femmes du Burundi a salué la "clairvoyance" de l'Union Africaine (UA) sur la situation burundaise, a déclaré samedi à Bujumbura Ménémore Nibaruta, vice-président de ce forum regroupant plusieurs associations féminines burundaises.

Mme Nibaruta s'exprimait au cours d'un point de presse tenu en marge d'une manifestation de ce forum contre le rapport de la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur le Burundi.

Le 4 septembre, cette commission onusienne a rendu son rapport final et exhorté la Cour pénale internationale d'enquêter dans les plus brefs délais sur ce qu'elle a qualifié de "violations des droits de l'homme relevant du crime contre l'humanité" commises au Burundi depuis avril 2015.

Le 8 septembre dernier, le Commissaire chargé de la paix et de la sécurité à l'UA, Smaïl Chergui, a déclaré que l'UA s'oppose à l'ouverture d'une enquête sur le Burundi par la CPI sise à la Haye (Pays-Bas) conformément à un appel récent de cette commission juridiction internationale fondée sur le "Statut de Rome".

Sur ce, le commissaire Chergui a précisé que l'Afrique disposait de sa propre juridiction, à savoir la Cour Africaine, pour statuer, le cas échéant, sur des affaires interafricaines, en terre africaine.

"Nous saluons la clairvoyance de l'UA contre l'approche insidieuse de l'occident qui cherche à installer au pouvoir ses valets et les putschistes qui craignent la voie des urnes", tel est l'un des slogans scandés en chœur par les femmes burundaises venues à cette manifestation qui a emprunté les principales artères de la capitale burundaise.

Dans un communiqué remis à la presse, le forum national des femmes du Burundi a dénoncé le contenu de ce rapport "dangereusement biaisé" avec derrière une intention manifeste de "jeter le discrédit" sur les institutions burundaises.

Le communiqué fustige que ce rapport parle d'un "manque réel de volonté à lutter contre l'impunité et à garantir l'indépendance du système judiciaire".

Ce rapport ainsi dénoncé au cours de cette manifestation, sera présenté le 18 septembre prochain à Genève par l'Algérien Fatsah Ouguerouz, président de cette commission d'enquête des droits de l'homme de l'ONU sur le Burundi.

Le forum national des femmes burundaises a demandé également aux membres de cette commission onusienne, de "se ressaisir en menant de façon impartiale, objective et professionnelle" en approchant toutes les sources impliquées.

Pour sa part, Willy Nyamitwe, conseiller principal chargé du Bureau PIC (Presse, Information et Communication) à la présidence de la république burundaise, a réagi à chaud au lendemain de la sortie de ce rapport en le qualifiant de "complot occidental" dirigé contre le gouvernement du président Pierre Nkurunziza.

"Ce ne sont pas des enquêteurs ; mais plutôt des mercenaires payés pour valider un rapport narratif déjà en circulation confectionné à partir de certains rapports des occidentaux, afin d'ouvrir la voie à la CPI", a dénoncé M. Nyamitwe.

La commission d'enquête sur le Burundi a été créée par une résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU adoptée le 30 septembre 2016.

La procureure de la CPI, Fatou Bensouda, a ouvert un examen préliminaire le 25 avril 2016 sur les accusations de violations des droits des humains au Burundi depuis avril 2015.

Les autorités burundaises avaient en revanche expliqué à la procureure de la CPI que l'ouverture d'un tel examen n'était pas nécessaire dans la mesure où l'appareil judiciaire burundais était compétent pour statuer sur tous les crimes commis dans le pays, a fait remarquer ce samedi 9 septembre à Bujumbura dans une conférence de presse M. Sylvestre Nyandwi, procureur général de la république du Burundi.

Le 27 octobre 2016, le Burundi a signifié sa décision de se retirer de la CPI en lui reprochant "son manque d'indépendance". Toutefois, ce retrait ne deviendra effectif qu'un an après, soit le 27 octobre prochain.

(Rédacteurs :Wei SHAN, Guangqi CUI)

### **Burundi : La Foire Expo – Kenya Trade Investment and Cultural**

<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/burundi-la-foire-expo-kenya-trade-investment-and-cultural/>

ECONOMIE, SOCIETE – Le Président visite la Foire-Exposition "Kenya Trade Investment and Cultural" organisée par l'Ambassade du Kenya au Burundi.

A Bujumbura, au terrain Tempête, ce vendredi 22 septembre 2017, S.E. NKURUNZIZA Pierre, le très populaire Président africain du Burundi [ <http://burundi-agnews.org/tdc/> ou <http://burundi-agnews.org/inaugurations/> ] a visité la foire-exposition “Kenya Trade Investment and Cultural” organisée par l’Ambassade du Kenya au Burundi, ouverte depuis mardi 19 septembre 2017. Sont présents à cette foire des opérateurs économiques kenyans et burundais comme la Banque KCB, Kenya Airways, Kenya Posts Authority, AFRITEXTILE, OTB, MUNSUMBA STEELS, UBUCOM, etc.

Le Président Nkurunziza a félicité la présence des investisseurs kényans au Burundi qui démontrent aux autres que la paix et la sécurité règne à Bujumbura et dans tout le reste du pays. Actuellement, ce dont l’Etat a besoin ce sont des entreprises qui créent de l’emploi, en dynamisant le tissu socioéconomique, et qui paient leurs taxes.

Au Burundi, ces entreprises et multinationales viennent surtout à cette foire expo pour se faire connaître du citoyen burundais. L’essentiel est que l’image de ces sociétés devienne familier aux Burundi, qui appartiennent désormais à la famille mondiale des consommateurs pour les marques venus exposer.

Autrefois le Burundi, vieux Royaume millénaire africain, disposait, comme les autres pays africains d’un tissu socio-économique particulier, organisé en 4 corporations ( cfr. 4 extrémités de la constellation de la Croix du Sud, visible seulement dans le ciel austral ). Les Burundi avaient nommé ces 4 corporations : 1/ Hutu : Celle de ceux qui produisent pour l’Etat ( le Royaume ) c’est à dire : les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les artisans, et les commerçants ; 2/ Tutsi : les gestionnaires de l’Etat, c’est à dire : les conseillers, les guerriers , les prêtres, en gros les fonctionnaires du Royaume ; 3/ Twa : les scientifiques ou les savants ( ceux qui s’intéresse à l’Univers , la nature ) ; et 4/ L’Etat ou le Royaume : l’institution qui gère le Mwami ou Roi, les princes, la Constitution du Royaume.

Depuis la colonisation, notamment en 1929, avec la – 1ère réforme administratif belge, ce système socioéconomique ancien des Burundi a été détruit.

Le système économique mondiale, à l’heure de la globalisation, a une totale autre structure. Ce sont les Banques qui financent les Multinationales. Les tissus économiques ( de productions ) des Nations semblent avoir été détruites. Désormais, les Banquiers ( des anciens commerçants, c’est à dire des HUTU dans le jargon sociologique ancien des Burundi ) dominent le monde.

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le lundi 25 septembre 2017**

## RWANDA :

### Les États-Unis impliqués dans le génocide rwandais?

International - <https://fr.sputniknews.com/international/201710041033326333-genocide-etats-unis/>  
19:26 04.10.2017(mis à jour 21:13 04.10.2017) URL courte

Jean-Baptiste Mendès

**Le FPR de Paul Kagamé, soutenu par la CIA, serait, selon la presse britannique, à l'origine de l'assassinat du président rwandais, le 4 avril 1994, l'étincelle qui a déclenché le génocide. Sputnik revient sur cette histoire complexe qui mine toujours les relations franco-rwandaïses, avec notamment le colonel Hogard, présent à Kigali en 1994.**

Rwanda, qui sont les responsables? Un article du Guardian intitulé «America's secret role in the Rwandan genocide» a suscité la polémique et soulevé des vagues au Rwanda. Au lieu de «l'habituelle» implication française, ce sont en effet les États-Unis qui sont pointés du doigt dans le rôle sur le déclenchement du génocide rwandais de 1994.

La main de Washington

Selon Jacques Hogard, présent au Rwanda dès juin 1994, Paul Kagamé, ancien élève de l'École de guerre de Fort Leavenworth (Kansas) et «soutenu par le clan Clinton et notamment par Madeleine Albright depuis toujours», a accédé au pouvoir à Kigali après plusieurs années de guerre civile. Spécialiste de l'Afrique, fondatrice et directrice d'Iveris, l'Institut de veille et d'Études des relations internationales et stratégiques, un think tank dédié aux relations internationales, Leslie Varenne estime, elle aussi, que les États-Unis soutenaient déjà Paul Kagamé:

«Le FPR, donc l'armée de Kagamé, a été armé en Ouganda, l'Ouganda est quand même un pays, pré carré américain. Les armes arrivaient à Kagamé par l'Ouganda, la base arrière du FPR était en Ouganda, bien sûr que l'implication des Américains est très importante. À ce moment-là, ils voulaient remettre les pieds en Afrique, ils voulaient aussi se débarrasser de Mobutu [ancien dictateur du Zaïre] qu'ils avaient mis au pouvoir, mais ils n'en voulaient plus, donc ça a été le début de l'arrivée des Américains en Afrique.»

Un entretien à écouter ici:

Mais comment cet ancien chef des services de renseignements ougandais et membre de l'ethnie tutsie a-t-il pu s'imposer au Rwanda? L'article d'Hélène C. Epstein, professeur de droits civiques et santé publique au Bard College, dans la région de New York, ne laisse guère de place au doute: c'est bien la CIA qui a armé et soutenu le Front Patriotique Rwandais depuis l'Ouganda.

Le colonel Hogard, qui commandait un des trois groupements de l'Opération Turquoise, l'opération militaire française autorisée par l'Onu en 1994, explique pour sa part que le Rwanda et l'Ouganda seraient actuellement les deux supplétifs locaux des États-Unis, soutenant des groupes armés au Kivu et au Katanga. Ancienne colonie belge, donc francophone, l'influence française était importante au Rwanda à cette époque. Les États-Unis ont ainsi cherché à se débarrasser d'un concurrent potentiel pour accéder à des ressources minières très importantes.

Selon le colonel Hogard, les Américains «étaient fous de rage de voir la France revenir dans la région» lors de l'établissement de la mission Turquoise.

Depuis les années 90, Washington s'intéresse en effet à la région des Grands Lacs, pour des raisons stratégiques et économiques. Son sous-sol est riche en ressources minérales rares et précieuses.

Jacques Hogard, désormais président d'EPEE, un cabinet en diplomatie d'entreprise, parle ainsi de coltan et d'uranate, mais on y trouve également de l'or, du tungstène, du béryl ou de l'étain:

«Les Américains ont cherché à mettre cette région sous leur contrôle. Aujourd'hui, c'est quasiment le cas, puisque toute cette richesse phénoménale du Katanga et du Kivu [régions de la RDC, limitrophes de l'Ouganda et du Rwanda, ndlr] est exportée vers les ports est-africains à destination de compagnies américaines, israéliennes ou britanniques.»

Un second entretien à écouter ici:

Entre négationnisme, révisionnisme et vérité(s) sur le Rwanda

Pour des yeux étrangers à l'Afrique, l'affaire du génocide rwandais est terrible, mais relativement simple. Ce sont des Hutus qui ont massacré durant l'année 1994 plus de 800.000 Tutsis au Rwanda. Point barre. Mais si l'on creuse davantage le contexte, l'ensemble des acteurs sur le terrain et ses ramifications dans toute l'Afrique de l'Est, il s'agit d'un conflit extrêmement complexe, se jouant sur plusieurs plans et qui perdure depuis en République Démocratique du Congo, avec un bilan total de six millions de morts.

Selon un journaliste spécialiste de l'Afrique, l'article du Guardian a été très mal reçu dans le pays, la population rwandaise accusant son auteur de réécrire l'histoire et de faire du «révisionnisme». Le papier d'Hélène C. Epstein affirme en effet que c'est le FPR qui aurait assassiné le président rwandais hutu, Juvénal Habyarimana, le 4 avril 1994, étincelle qui a déclenché le génocide contre les Tutsis. Une thèse qui n'est pas récente, mais que dénonce le pouvoir rwandais, parlant d'inversion des rôles, avec des Tutsis qui seraient en fait les vrais coupables et les génocidaires, les vraies victimes.

Le conflit porte également une charge émotionnelle très forte, en particulier en France. Deux enquêtes successives des juges d'instruction Jean-Louis Bruguière et Marc Trévidic livrent des conclusions contradictoires. Elles incriminent respectivement Paul Kagamé et des extrémistes hutus. Deux conclusions différentes qui reflètent les positions de deux camps irréconciliables, qui fut un temps la cause d'une rupture des liens diplomatiques entre Paris et Kigali. Car c'est aussi le rôle de l'armée française et du gouvernement français qui est régulièrement mis en cause, accusés notamment d'avoir formé des cadres militaires hutus et de sa passivité face aux massacres (cf. cet article du Monde). Le livre de Pierre Péan, Noires fureurs, blancs menteurs, paru en 2005 a fait l'objet d'un procès pour «diffamation raciale et provocation à la haine raciale». Le journaliste d'investigation a été accusé de négationnisme par l'Union des Étudiants Juifs de France et Elie Wiesel, Prix Nobel de la Paix.

Émotionnel, c'est très compréhensible du fait des 800.000 morts. La récupération politique et les mensonges le sont moins, selon le colonel Jacques Hogard: «Il y a évidemment une instrumentalisation du génocide rwandais, qui a bien existé. Je ne suis pas en train de dire qu'il n'y a pas eu de génocide en 94, il y en a bien eu un, mais qui faisait suite d'ailleurs à de très nombreux massacres qui avaient mis en condition les esprits et qui a été suivi d'autres génocides en 95, en 96, en 97, ceux-là dont personne ne parle. Il est même "interdit" d'en parler» et d'ajouter:

«Vous êtes révisionniste quand vous en parlez, parce que là c'est l'inverse, ce ne sont pas les Hutus qui massacrent majoritairement les Tutsis, ce sont les Tutsis qui massacrent majoritairement les Hutus, donc il est interdit d'en parler à ce motif précis. C'est un sujet tabou, puisqu'il incrimine directement le pouvoir rwandais actuel, celui-là même qui tire sa seule légitimité du génocide de 1994.»

Leslie Varenne confirme cet avis:

«C'est toujours la justification de Kagamé dès qu'on touche à cette histoire. C'est toujours le mot "révisionniste" qui sort, parce qu'il y a les mots génocide et révisionnisme [...].»

Leslie Varenne développe son propos: «Qui a tiré sur l'avion d'Habyarimana? C'est la grande question et maintenant tout le monde sait bien sûr, et l'article [du Guardian] revient là-dessus, que ce sont les gens du FPR de Kagamé, et le déclencheur de ce génocide est là. Après Kagamé peut dire tout ce qu'il veut, il ne va pas dire: "c'est moi qui ai tiré"».

Et justement, le colonel Hogard le révèle dans son livre Les Larmes de l'honneur: «c'est une équipe de quatre hommes du FPR (parti de Paul Kagamé), le "network commando", agissant sur les instructions directes du colonel James Kabarebe —un des adjoints de Paul Kagamé- qui a procédé à cette opération».

Pourtant, selon la thèse officielle rwandaise, confortée par l'enquête du juge Marc Trévidic, ce sont bien des extrémistes hutus des FAR (Forces armées rwandaises) qui auraient abattu le Falcon du président d'alors, Juvénal Habyarimana. Et ceci dans le but de promouvoir une ligne encore plus dure envers les Tutsis.

Difficile de cerner le vrai du faux, les coupables et les victimes sur ce sujet si intense et complexe, surtout lorsque l'ambassade du Rwanda à Paris ne répond pas à nos sollicitations répétées. Mais comme Leslie Varenne le déclare:

«Effectivement, les massacres de 1994 ont eu lieu, ils ont fait environ 800.000 victimes, mais depuis, cette guerre ne s'est jamais terminée, on a eu six millions de morts en RDC.»

### **Rwanda: l'opposante Diane Rwigara inculpée pour «incitation à l'insurrection»**

L'opposante rwandaise Diane Rwigara lors d'une conférence de presse à Kigali, le 3 mai 2017.

© AFP/Cyril Ndegeya

<http://www.rfi.fr/afrique/20171004-rwanda-opposante-diane-rwigara-inculpation-incitation-insurrection-mere-soeur>

Par RFI Publié le 04-10-2017 Modifié le 04-10-2017 à 19:10

Après une dizaine de jours passés en garde à vue précédée de nombreux interrogatoires, l'opposante rwandaise Diane Rwigara, qui avait tenté de se présenter à la dernière présidentielle face à l'homme fort du pays Paul Kagame, vient d'être inculpée avec sa mère et sa soeur pour « incitation à l'insurrection ».

Le porte-parole du bureau du procureur rwandais, Faustin Nkusi, vient de l'annoncer : après plus de dix jours de garde à vue dans les locaux de la police, Diane Rwigara, sa soeur et sa mère viennent d'être inculpées. Le principal motif d'inculpation est lourd : « incitation à l'insurrection », un crime passible de dix à quinze ans de prison au Rwanda.

L'opposante rwandaise est également poursuivie, cette fois à titre personnel, de « contrefaçon de documents » pour des signatures présentées lors de la présidentielle au Rwanda, ce qu'elle a toujours nié. Sa mère et sa soeur elles, sont inculpées de « pratiques sectaires » sans plus de précisions.

« Persécution »

Quant aux accusations d'évasion fiscale, à l'origine des déboires judiciaires de la famille de l'opposante rwandaise, elles n'ont finalement pas été retenues par la justice.



Cette inculpation signe la fin du premier acte d'un feuilleton judiciaire qui dure depuis près de deux mois, et qui a été ponctué de nombreux coups de théâtre sur fond de convocations quasi quotidiennes de la police rwandaise.

Cette dernière a toujours assuré qu'il s'agissait de simples justiciables comme les autres citoyens. Diane Rwigara, elle, dénonce depuis le début « une persécution » de la part du pouvoir rwandais pour la punir d'avoir essayé de se présenter contre le président Paul Kagame, et de s'être levée contre « l'oppression » dans ce pays.

### ► Décryptage

Selon des sources à Kigali, la justice détiendrait des preuves qui incriminent l'opposante, sa soeur et sa mère du chef d'« incitation à l'insurrection ». Il s'agit notamment d'un enregistrement audio qui a fuité dans la presse locale depuis quelques jours. Une conversation entre une femme censée être la mère de Diane Rwigara et un mystérieux interlocuteur, que les sources présentent comme un proche du général Kayumba Nyamwasa, ennemi juré du président Paul Kagame, qui vit en exil.

Le professeur Filip Reyntjens qui a lu attentivement les journaux rwandais, estime que « si conspiration il y a, elle n'apparaît pas clairement au travers de cette conversation ». Aristide Rwigara, le frère de l'opposante qui vit aux Etats-Unis, balaie d'une main toutes ces accusations. Il parle d'un montage des services secrets rwandais et dénonce « un acharnement pour punir Diane d'avoir voulu être présidente », avant d'assurer que « tout le monde nous avait mis en garde, tu ne peux pas dénoncer les crimes du pouvoir rwandais comme ma soeur l'a fait, sans en subir les conséquences », martèle Aristide.

Des observateurs estiment que Diane Rwigara ne représente en réalité aucun danger pour le président Paul Kagame, mais ils assurent que toute cette pression judiciaire la « victimise » et est en train d'en faire petit à petit, un nouveau symbole de l'impossible opposition à Kigali.

### **Génocide au Rwanda : ouverture d'une enquête contre BNP Paribas**

Par latribune.fr | 25/09/2017

Le parquet de Paris a ouvert fin août une enquête après le dépôt de plainte en juin de plusieurs associations contre la banque. Celle-ci est accusée d'avoir passé outre l'embargo de l'ONU en autorisant en 1994 un transfert d'argent ayant servi à l'achat de 80 tonnes d'armes et munitions livrées ensuite aux auteurs du génocide contre les Tutsis.

Le parquet de Paris a ouvert le 22 août dernier une information judiciaire à l'encontre de BNP Paribas et contre X pour complicité de génocide et de crimes contre l'humanité au Rwanda, selon des sources judiciaires citées par l'AFP et Reuters. Cette ouverture d'une enquête fait suite à une plainte déposée fin juin par trois ONG, avec constitution de partie civile, pour ces mêmes chefs mais aussi pour complicité de crimes de guerre. Cette dernière incrimination n'a cependant pas été retenue par le parquet de Paris.

| A lire : BNP Paribas visée par une plainte pour "complicité de génocide" au Rwanda  
Les controverses sur l'attitude de la France loin d'être éteintes

Ces trois ONG - l'association anticorruption Sherpa, le Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR) et l'organisation non gouvernementale Ibuka France (Mémoire et Justice) - accusent le groupe bancaire d'avoir débloqué en juin 1994 des fonds permettant ainsi le "financement de l'achat de 80 tonnes d'armes" au profit du gouvernement rwandais de l'époque et des miliciens hutus, en plein génocide des Tutsis et en violation d'un embargo décrété par les Nations unies.



Pour rappel, les associations affirment que la BNP a autorisé, les 14 et 16 juin 1994, des transferts de fonds pour plus de 1,3 million de dollars (1,1 million d'euros au cours de l'époque) du compte que la Banque nationale du Rwanda (BNR) détenait chez elle vers le compte en Suisse de Willem Tertius Ehlers, propriétaire sud-africain d'une société en courtage d'armes. Le lendemain, M. Ehlers et le colonel Théoneste Bagosora, un militaire hutu considéré comme le théoricien du génocide des Tutsi, et depuis condamné par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), auraient conclu aux Seychelles une vente de 80 tonnes d'armes, qui auraient ensuite été acheminées à Gisenyi au Rwanda, via l'aéroport zairois de Goma, d'après les ONG.

Vingt-trois ans après les massacres, alors que l'attitude des autorités françaises fait toujours l'objet de vives controverses et d'âpres batailles judiciaires, c'est la première fois qu'une banque française se retrouve au cœur des soupçons de complicité.

En juin, le site RFI Afrique expliquait que, "selon les associations, BNP ne pouvait pas ignorer les intentions des autorités rwandaises, pour qui elles ont autorisé le transfert d'argent. D'ailleurs à la même période, d'autres banques ont refusé de débloquer l'argent rwandais. C'est le cas par exemple du groupe belge Banque Bruxelles Lambert, cité dans la plainte. Le groupe explique que le milieu bancaire avait une parfaite connaissance des exactions en cours au Rwanda (...)."  
"Pas de développement nouveau", selon la banque

Selon une source proche du dossier, c'est le juge Alexandre Baillon, du pôle crimes contre l'humanité, qui a été désigné pour conduire l'instruction.

Une porte-parole de BNP Paribas, interrogée par Reuters, a minimisé cette nouvelle étape.

"Il s'agit simplement de la suite mécanique et obligatoire de la procédure dans le cadre d'un dépôt de plainte de ce type. Cela ne constitue en aucun cas un développement nouveau", a-t-elle dit. "La banque n'a été informée que par voie médiatique de cette plainte, dont elle ne connaît pas la substance."

Environ 25 dossiers liés au génocide au Rwanda sont actuellement instruits en France par un pôle d'enquêteurs et de magistrats du pôle génocides et crimes de guerre du tribunal de grande instance de Paris. Ce pôle a été créé face à l'accumulation des plaintes concernant ce génocide, dont plusieurs auteurs s'étaient réfugiés dans l'Hexagone.

(avec Reuters et AFP)

---

**Immigration: Le Congo, le Rwanda et le HCR à nouveau sur la question des réfugiés**  
25-09-2017 <http://www.adiac-congo.com/content/immigration-le-congo-le-rwanda-et-le-hcr-nouveau-sur-la-question-des-refugies-70062>

A quelques semaines de la fin du statut de réfugiés rwandais au Congo, les gouvernements de ces deux pays et le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) se réunissent les 26 et 27 septembre à Brazzaville, afin d'étudier les modalités de mise en œuvre de cette clause de cessation.

Une délégation du gouvernement rwandais est arrivée à Brazzaville pour la circonstance, a-t-on appris sans plus de précisions. Au cours de leur réunion, les trois parties s'attèleront à faire le point sur la situation de réfugiés rwandais au Congo, évaluer les conditions de leur retour et réintégration

dans le pays d'origine, en vue de définir les stratégies à mettre en œuvre par chaque partie dans la perspective de la cessation prévue à la fin de cette année.

Actuellement, plus de dix mille réfugiés rwandais vivent au Congo où la plupart d'entre eux sont arrivés en 1996 et 1997. Compte tenu de l'évolution de la situation au Rwanda, ce pays associé au Congo et au HCR avait décidé de mettre un terme à leur statut et encourager leur retour au bercaïl.

En avril dernier, la ministre rwandaise des désastres et des réfugiés, Séraphine Mukantabana, rapportait que 99 parmi les réfugiés rwandais vivant au Congo avaient fourni au HCR des raisons valables pour être exonérés de la clause de cessation. Ces raisons ayant été acceptées, leur statut devait être maintenu. A l'instar de ce groupe, plusieurs réfugiés rwandais semblent peu pressés de rentrer au pays d'origine.

La Rédaction

---

## **RD CONGO :**

### **Tout en refusant l'ingérence extérieure : Joseph Kabila réaffirme le caractère irréversible du processus électoral en RDC**

<https://www.digitalcongo.net/article/59c68859e1dbb3000495c724>

Kinshasa 23/09/2017 Politique - Du haut de la Tribune des Nations unies ce vendredi, le Président de la République démocratique du Congo a réaffirmé la volonté de son pays à organiser des scrutins crédibles, transparents et apaisés et appelle à un soutien « sincère des amis » de la RDC.

C'est sur le coup de 15h00, heure de Kinshasa, que le Chef de l'Etat a pris la parole sur la tribune de la 72ème session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Le président congolais a survolé les différentes questions de préoccupation mondiale. Mais aussi les questions relatives notamment à la sécurité et au processus électoral en République démocratique du Congo, à la lutte contre les violences sexuelles et à la mission onusienne en RDC.

Au sujet du processus électoral, Joseph Kabila a réaffirmé que le cap vers la tenue des élections est définitivement fixé. Sans oublier de prévenir, une nouvelle fois, contre toute ingérence extérieure dans un dossier qu'il a toujours classé dans le registre de la souveraineté de chaque pays.

« J'affirme que le cap vers les élections crédibles, transparentes et apaisées est définitivement fixé et que notre marche dans cette direction est irréversible. Le tout, sans ingérence extérieure ni diktat quelconque », a déclaré le Chef de l'Etat congolais.

Il reste, tout de même, ouvert aux soutiens au processus électoral, mais qui soient sincères. « Aux vrais amis de mon pays, je demande de soutenir sincèrement le processus électoral en cours », a-t-il précisé. Lui qui reconnaît que « les défis en vue de l'organisation des élections dans le pays demeurent énormes, tant au plan logistique, financier, sécuritaire que normatif ».

Le Président de la République a loué le fait que plus de 42 millions d'électeurs, sur les 45 millions projetés, ont d'ores et déjà été enrôlés et laisse le soin à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de publier prochainement le calendrier électoral, après évaluation du processus avec le Conseil national de suivi de l'Accord et le gouvernement, conformément à l'Accord du 31 décembre 2016.

« La série d'évaluations du processus électoral entamée depuis une dizaine de jours par le Conseil National de Suivi, conjointement avec le Gouvernement et la Commission Electorale Nationale Indépendante, devrait permettre la publication prochaine par celle-ci, qui en est la seule institution compétente, du calendrier électoral », a précisé le Raïs. Ci-après l'intégralité de l'allocution du Chef de l'Etat.

Discours du Président de la République Joseph Kabila Kabange devant la tribune de l'ONU

Monsieur le Président de la Soixante-douzième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies ;

Mesdames et messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernements ;

Mesdames et Messieurs ;

Monsieur le Président ;

Mes très vives et chaleureuses félicitations pour votre élection qui est une grande reconnaissance de votre brillante carrière de diplomate et un hommage à votre pays, la Slovaquie. Et je rends également hommage à Monsieur le Secrétaire général, Antonio Guterres, pour son leadership et ses efforts en faveur de renforcement et du rôle de notre Organisation durant cette première année de son mandat.

Le thème de la présente Session, « Priorité à l'être humain, paix et vie décente pour tous sur une planète préservée » répond aux préoccupations du moment dans la plupart des Etats membres de notre organisation. Je m'en réjouis car il s'inscrit dans la logique du développement durable. Et pour mon pays, la paix, la stabilité et l'amélioration des conditions de vie de nos populations constituent les priorités du Gouvernement.

Monsieur le Président, il y a 72 ans notre Organisation est née de l'ambition de refonder l'Etat sur la base du principe de l'égalité souveraine et de la volonté de garantir la paix et la prospérité pour tous. Cette ambition demeure pertinente et quotidiennement portée par l'engagement des femmes déterminées à la faire triompher par fois au péril de leur vie.

Face à la montée du terrorisme sous formes diverses, il est incontestable que le monde auquel nous aspirons ainsi dépend du traitement des questions de paix et de l'insécurité. Depuis une année, mon pays est victime d'attaques terroristes menées par certains groupes armés, notamment dans les provinces du Kasai, voire la capitale, et dont l'objectif vise à anéantir la paix si chèrement acquise et contrarier la dynamique des solutions contractuelles obtenues au niveau national et de mener nos efforts au développement.

Dans le Kasai, une milice mystico-tribale se servant de la population civile, dont les enfants comme boucliers humains, et s'attaquant aux personnes et édifices publics qui symbolisent l'autorité de l'Etat, a ainsi semé la terreur, procédant notamment à la décapitation d'agents de l'ordre, d'agents de la Commission électorale ainsi que des autorités administratives et coutumiers.

Et c'est dans ces circonstances que je déplore la barbarie dont les deux experts de notre Organisation ont été victimes en mars 2017. Notre détermination est de faire en sorte que la lumière sur les circonstances de ce crime soit clarifiée afin que cet acte ignoble ainsi que ceux commis par nos compatriotes ne restent pas impunis. C'est le sens des procès publics ouverts depuis plusieurs semaines après l'arrestation de la plupart des suspects, présumés coupables. C'est aussi le sens de la conférence sur la paix, la réconciliation et le développement, qui vient de se tenir en ayant pour objectif d'établir la vérité sur ce qui s'est réellement passé dans ces provinces du centre du pays, de promouvoir la réconciliation entre les fils et filles desdites provinces et d'affirmer notre conviction que toute réconciliation passe nécessairement par la justice et qu'il n'y a pas de paix véritable et durable sans justice. Mon pays reste ouvert à toute forme de collaboration à ce sujet.

Monsieur le Président, grâce à cette approche qui combine le rétablissement de l'autorité de l'Etat, le dialogue et la justice réparatrice, nous avons inversé la tendance dangereuse de la situation sécuritaire au centre du pays avec comme résultat, une amélioration très significative de la situation.

Dans la partie orientale du pays, les efforts méritoires fournis par les forces nationales de défense et de sécurité ont permis quant à eux de contenir les attaques terroristes du groupe ADF qui endeuillait quotidiennement nos populations. Nous sommes convaincus que l'initiative de coopération sous

régionale entre mon pays, le Soudan du Sud et la République Centrafricaine, permettra tout autant d'endiguer la menace terroriste LRA.

Il faut considérer notre participation à ce dynamique comme la preuve de notre détermination dans le combat mené par la coalition contre cette menace.

S'agissant de la lutte contre les violences sexuelles, je me félicite des progrès remarquables manifestes enregistrés par le justice, qui a prononcé des centaines des décisions de condamnation au viol, n'épargnant aucun auteur de ce crime en vertu de sa position sociale ou dans la hiérarchie militaire, preuve de la fin de l'impunité dans ce domaine.

Monsieur le Président, deux ans après l'adoption de l'agenda 2030 des Nations Unies, il n'est pas trop tôt d'en évaluer la mise en œuvre.

En exécution de ces engagements, mon pays a tenu a prioriser dans l'élaboration comme dans la mise en œuvre, de son plan national de développement de dimensions environnementales, sociales et économiques du développement durable, plus spécifiquement en soutien au Programme d'action mondiale pour l'éducation, mon pays met l'accent sur l'élargissement de l'accès, l'équité, l'amélioration de la qualité et l'apprentissage et l'amélioration de la gouvernance dans le secteur.

D'ores et déjà, nous nous félicitons de l'accès à l'école pour la jeune fille dont le taux brut pour la scolarisation et passé en l'espace de dix ans, de 70% à près de 105 % et de la mise en œuvre du plan de construction des milliers d'écoles, sans omettre des profondes réformes engagées dans ce secteur.

Quant au changement climatique, il nous préoccupe au plus haut point, étant une menace pour l'homme et ses droits fondamentaux. Contribuer à en limiter l'impact est la traduction même du sens de responsabilité qui repose sur chacun de nos Etats.

Mon pays avec les autres pays du Bassin du Congo, qui constituent ensemble les deuxièmes réserves forestières mondiales sont outillés, à travers la Commission des forêts d'Afrique centrale, pour contribuer à l'amélioration de la qualité des vies sur notre planète.

Pour sa part, mon pays entend tenir tous ces engagements à commencer par la ratification en cours de l'Accord de Paris.

Monsieur le Président, à l'instar de la paix, la stabilité politique constitue pour nous un objectif constant de politique intégrée. Dans cette optique, depuis près d'une année, nous avons recouru au dialogue qui pour nous est un mode permanent de règlement des différends politiques. Que l'Union Africaine et nos organisations régionales auxquelles je rends hommage, trouve ici l'expression de notre reconnaissance pour leur accompagnement dans ce processus. Je salue également les efforts de toute la classe politique de mon pays qui dans la recherche d'un consensus global sur le processus électoral ont débouché sur l'Accord du 31 décembre 2016 ayant pour objectif ultime, l'organisation des élections.

L'exigence par toutes les parties prenantes d'un nouveau fichier électoral a donné lieu depuis plus d'une année à l'enrôlement des électeurs dont la dernière phase vient de commencer dans les deux dernières provinces au centre du pays.

Il y lieu de se féliciter Monsieur le Président du fait que tous les 42 millions d'électeurs sur 45 millions projetés, ont d'ores et déjà été enrôlés.

Aussi la série d'évaluation du processus électoral entamé depuis une dizaine des jours par le Conseil national de suivi conjointement avec le gouvernement et la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) devrait permettre la publication prochaine par celle-ci qui en est la seule institution compétente du calendrier électoral.

En dépit de ces avancées, les défis en vue de l'organisation des élections dans mon pays demeurent énormes, tant au plan logistique, financier et normatif. Nous y faisons donc face avec humilité mais aussi avec une indéniable ténacité.

Vu toutes ces avancées, j'affirme que le cap vers des élections crédibles transparentes et apaisées est définitivement fixé. Et que notre marche dans cette direction est irréversible. Le tout sans ingérence extérieure ni diktat quelconque.

Aux vrais amis de mon pays, je demande de soutenir sincèrement le processus électoral en cours.

Monsieur le Président, la charte des Nations Unies nous impose les obligations dont le respect conditionne l'émergence d'un monde meilleur. C'est la raison pour laquelle, la République démocratique du Congo maintient le dialogue stratégique avec les Nations Unies sur l'avenir de la Monusco.

Conformément à la résolution pertinente du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette revue stratégique devra déterminer le rythme de réduction des forces de la Monusco jusqu'à son retrait total.

Il est clair qu'après 20 ans, après son déploiement, la force onusienne ne peut nourrir l'ambition de rester indéfiniment dans mon pays, ni y exercer son mandat avec le même format et sans tirer les leçons de faiblesse constaté. Ce qui nous importe et qui devait être important aux yeux de tous c'est la crédibilité de notre organisation et l'efficacité effective de la force des troupes onusiennes sur le terrain.

Voilà pourquoi depuis plusieurs années, nous exigeons le redimensionnement de la force de la Monusco au regard des missions devenues dynamiques et la réorientation du pays est ainsi dégagée vers la satisfaction de nos besoins de développement.

En ce domaine comme en d'autres, nous n'entendons pas transiger avec le respect dû à la souveraineté de la République démocratique du Congo telle que garantie par la charte de notre organisation.

Monsieur le Président, pour terminer, je voulais croire que tous ceux qui placent leurs espoirs dans les Nations Unies et mon pays en fait partie, aurons à cœur de s'investir pleinement dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable ainsi que dans la réforme tant attendue de notre organisation.

Je souhaite plein succès à nos travaux et vous remercie pour votre attention.

C. Lutete/S. Nsimba et R. Okeseleke/MMC

(CL/SNK/ROL/Yes)

## **Burundi / RD Congo : Le SUD KIVU ne veut plus de réfugiés burundais**

<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/burundi-rd-congo-le-sud-kivu-ne-veut-plus-de-refugies-burundais/>

GRANDS LACS, SECURITE, GEOPOLITIQUE – La population de Kamanyola au SUD KIVU ne veut plus de réfugiés burundais sur son sol.

A Kamanyola, au Sud-Kivu, en RDC Congo, ce mardi 19 septembre 2017, M. Bofondo Dominique, administrateur du territoire de Walungu, à l'issue d'une réunion avec les acteurs de la société civile locale, suite à l'intercasion survenue vendredi 15 septembre 2017, entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et un groupe de réfugiés burundais, qui a fait 37 morts ( 36 réfugiés et 1 militaire FARDC ), a informé de ceci : “Nous avons hébergé des réfugiés dans nos différentes maisons à leur arrivée. Mais en un moment, nous avons constaté qu'ils avaient érigé des églises où aucun congolais ne pouvait entrer et quelqu'un était toujours à la porte pour une surveillance, on ne savait pas exactement qu'est-ce qu'ils discutaient. La population me demande de mettre une pression pour qu'ils retournent chez eux au Burundi le plutôt possible car ils sont source d'insécurité”.

Depuis la Révolution colorée de 2015 au Burundi, un grand nombre de réfugiés burundais, surtout d'origine Congolaises (cfr. leurs clans d'origine ) et Swahilophones, dans un premier temps s'étaient réfugiés au SUD KIVU, en étant accueilli comme il se doit. Mais seulement dès 2017, des Burundais HIMA, souvent provenant du RWANDA, dont parmi eux de nombreux officiers HIMA déserteurs de l'armée burundaise ( proches de l'ancien dictateur HIMA burundais BUYOYA Pierre), sont arrivés dans les camps de réfugiés à l'Est de la RDC Congo, se faisant passer pour de simples citoyens en exil.

Ils ont mis en place des rebellions : les Forces Populaires du Burundi (FPB) en rapport avec leur parrain rwandais (FPR) ; et le FOREBU [ <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-les-hima-forebu-fpb-veulent-attaquer-les-barundi/> ].

Selon M. Luc Michel, un géopoliticien Belge panafricain [ <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-une-attaque-imminente-rwando-americano-belge-contre-les-barundi/> ], ce sont ces organisations qui préparent en ce moment la prise du SUD-KIVU par le RWANDA et l'attaque simultanée du Burundi, avec l'aide de certaines armées africaines -TRAÎTRES- (cfr. Affaire KEMI SEBA – <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-les-barundi-inquiet-de-larrestation-de-kemi-seba/> ) aux côtés de l'armée RWANDAISE et des mercenaires -Blancs-financés par les familles d'anciens colons Occidentaux.

Les populations Congolaises du SUD-KUVU ont un contentieux lourd de sang avec les HIMA burundais et les Banyamulenge ( des Rwandais à nationalité Congolaise et Rwandaise proches du dictateur KAGAME )... En 1996, l'armée burundaise du Dictateur HIMA burundais BUYOYA Pierre, associée à l'armée Rwandaise du dictateur KAGAME Paul, ont commis un GENOCIDE en rasant tous les villages Congolais et tous les camps de réfugiés burundais et rwandais qui s'y trouvaient. On parle de 2 millions de victimes parmi les Congolais du KIVU et des réfugiés Burundi et Rwandais :[ [http://www.burundi-agnews.org/genocide\\_1996.htm](http://www.burundi-agnews.org/genocide_1996.htm) ou <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/conflit-grands-lacs/premier-conflit-zaire.shtml> ]. Ainsi selon M. Bofondo, la population congolaise de cette localité ne veut plus de réfugiés burundais sur son sol...

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, le jeudi 21 septembre 2017**



## **Trump envoie bientôt son émissaire Nikki HALEY en Rdc et au Soudan du Sud**

<https://www.digitalcongo.net/article/59c4f10d554f2d00046cfc15>

Kinshasa 22/09/2017 Politique - L'Ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique aux Nations unies, NIKKI HALEY, va effectuer prochainement une tournée en Afrique, précisément en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud. Le président américain a annoncé mercredi 20 septembre cette nouvelle aux dirigeants africains qu'il a réunis au cours d'un déjeuner en marge de la 72ème Assemblée générale des Nations-unies à New York.

« L'Afrique a un potentiel commercial énorme. J'ai plein d'amis qui vont dans vos pays pour essayer de devenir riches. Je vous félicite, ils dépensent beaucoup d'argent » Ainsi a parlé Donald Trump de l'Afrique, mercredi, lors d'un déjeuner partagé avec plusieurs dirigeants africains en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Parmi les dirigeants africains figuraient les présidents sud-africain Jacob Zuma et nigérian Muhammadu Bunari « Pour les entreprises américaines, c'est vraiment devenu un endroit où elles doivent aller et elles veulent y aller a ajouté Donald Trump, sans préciser les pays disposant de ce potentiel commercial. Parlant de la situation sécuritaire et politique du continent africain, Donald Trump a évoqué également les pays ravagés par des crises et guerres sur le continent africain. Dans ces pays, les populations « vivent des moments très difficiles et très dangereux ». Les gens souffrent des conflits en Afrique. En Centrafrique, au Congo (RDC), en Libye, au Mali, en Somalie et au Soudan du Sud notamment, ils vivent des moments très difficiles et très dangereux a-t-il fait remarquer.

« Des groupes terroristes, comme l'Etat islamique, les Shebab. Boko Haram, et Al Qaïda menacent la paix africaine, Les Etats-Unis sont priés de travailler avec vous pour éradiquer les refuges terroristes, pour couper leurs finances et discréditer leur idéologie dépravée », a annoncé le président américain ? A cette occasion, le président guinéen, Alpha Condé, a planché sur la situation en Afrique. Il a souligné la nécessité de la tenue d'élections libres au Congo-Kinshasa : « En ce qui concerne le Congo Kinshasa, le Secrétaire général (de l'Onu) a envoyé une mission au Congo. Nous nous sommes concertés et nous avons pris une initiative commune, Union africaine-Nations unies. Pour l'instant, on ne va pas en parler publiquement Nous espérons que ca va rendre un bon résultat pour qu'il y ait des élections libres et transparentes a confié Alpha Conde, président de l'Union africaine (UA). Nikki Haley missionnée pour aider à résoudre les conflits. Le président américain a promis d'envoyer en Afrique sans précision de date, son ambassadrice aux Nations unies, Nikki Haley, en sapeur pompier pour aider à résoudre les conflits.

« Nous suivons attentivement et sommes profondément préoccupés par la violence en cours au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. Des millions de vies sont en danger et nous continuons de fournir une aide humanitaire Mais de vrais résultats pour arrêter ces catastrophes nécessitent un processus de paix dirigé par des Africains et un sincère, réellement sincère engagement de toutes les parties concernées a averti Donald Trump. « Je sais que vous travaillez durement sur cela. Pour vous aider dans vos efforts, j'envoie l'ambassadrice Nikki Haley en Afrique pour discuter des conflits et de leur résolution, et plus important, de la prévention a annoncé Donald Trump. Sans expérience diplomatique, ex-gouverneure de Caroline du Sud d'origine indienne Nikki Haley qui a rang de ministre aux Etats-Unis, représente les Etats-Unis auprès des Nations unies. Elle est devenue de facto depuis la voix de la diplomatie américaine, profitant d'un relatif effacement du secrétaire d'Etat, REX Tillerson, et surtout de son lien direct et très fréquent avec Donald Trump. Depuis le début de l'année, elle s'est notamment rendue en juin en Israël et récemment à Vienne pour s'enquérir du respect par l'Iran de l'accord nucléaire de 2015 contrôlé par l'Agence internationale de l'énergie atomique qui y a son siège. L'Onu gère de nombreuses opérations de paix en Afrique notamment en République démocratique du Congo avec la Monusco, en Centrafrique, au Soudan du Sud ou au Mali.

Les Etats-Unis d'Amérique sont les principaux contributeurs au budget des Nations Unies à hauteur de 25%. Avec l'activisme de nombreux groupes armés locaux et étrangers dans la partie orientale de son territoire, la RDC connaît une situation sécuritaire très préoccupante, accentuée par une crise politique consécutive à la non-organisation des élections en novembre 2016. Le Soudan du Sud est lui confronté à une guerre civile qui dure depuis plusieurs années qui a jeté sur la rue environ quatre millions de personnes dont plusieurs dizaines de milliers de réfugiés dans plusieurs pays africains dont la RDC.

François Salu/L'Observateur

(CL/Milor/GW/Yes)

CONGO :

**Bassin du Congo: le WWF accusé de complicité d'abus contre des pygmées**

Le Vif 25/09/17 <http://www.levif.be/actualite/international/bassin-du-congo-le-wwf-accuse-de-complicite-d-abus-contre-des-pygmees/article-normal-728263.html> Source: Afp

Des gardes forestiers financés par le Fonds mondial pour la nature (WWF) sont accusés de violations des droits de l'homme "systématiques et généralisées" envers les pygmées au Cameroun, en République démocratique du Congo et en Centrafrique, selon un rapport de l'ONG Survival International.

"Ce rapport documente de graves abus qui ont lieu depuis 1989 jusqu'à aujourd'hui au Cameroun, en République du Congo et en République centrafricaine par ces gardes financés et équipés par le WWF et la Wildlife Conservation Society (WCS), la société mère du zoo de New York", indique le rapport publié lundi par l'ONG britannique.

En janvier, Survival avait porté plainte auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) contre le WWF pour complicité d'abus contre des pygmées, au Cameroun.

Ce rapport cite plus de 200 cas de violations des droits de l'homme, dans trois pays du bassin du Congo, à l'encontre de deux tribus autochtones pygmées: les Baka et les Bayaka.

ADVERTISING

Selon Survival, ces pygmées sont "illégalement expulsés de leurs terres ancestrales au nom de la conservation de l'environnement".

"Alors qu'ils chassent à l'intérieur et à l'extérieur de ces zones pour nourrir leurs familles, les Baka et les Bayaka sont accusés de +braconnage+. Avec leurs voisins, ils font face à toutes sortes de harcèlements, sont frappés, torturés et tués", dit le texte.

L'ONG, dénonçant ce qu'elle appelle un "colonialisme vert", estime que "la hiérarchie doit être inversée" dans la relation ONG-autochtones : "Les grandes organisations de conservation se doivent de demander aux peuples locaux s'ils souhaitent une aide extérieure pour protéger leurs propres territoires".

Les Baka sont un peuple de chasseurs-cueilleurs qui vivent dans les forêts tropicales du bassin du fleuve Congo depuis des générations.

"Les preuves montrent que les peuples autochtones veillent mieux que quiconque sur leur environnement. Ce n'est qu'en écoutant les Baka et les Bayaka, et en protégeant activement leurs droits, que les organisations de protection de la nature pourront mettre fin aux abus systématiques détaillés dans ce rapport".

En 2016, l'ONG avait accusé l'entreprise forestière française Rougier de déboiser plus de 600.000 hectares de forêt dans le sud-est du Cameroun sans l'aval des Baka.

## **Signature d'une convention de partenariat entre le Congo et le Maroc**

Par .infosplusgabon.com - 25/09/2017 <http://www.journaldebrazza.com/article.php?aid=10087>

L'accord a été conclu par le président de la F-SAID du Maroc, Abdel Kader El Figuigui, et le directeur général de la clinique Sécurex, Dr. Jean Daniel Ovaga

La clinique médicale Securex du Congo et la Fondation Solidarité Accompagnement Initiative Développement (F-SAID) du Maroc ont signé, samedi 23 septembre à Brazzaville, une convention de partenariat d'assistance médicale et logistique, a appris lundi Infosplusgabon, auprès du ministère congolais de la Santé et de la population.

L'accord a été conclu par le président de la F-SAID du Maroc, Abdel Kader El Figuigui, et le directeur général de la clinique Sécurex, Dr. Jean Daniel Ovaga, en présence du directeur de cabinet du ministre congolais de la Santé, Florent Balandamio, qui a promis que le ministère de la Santé accompagnera la mise en œuvre effective de cette convention.

Selon les termes de la convention de partenariat d'assistance médicale et logistique la clinique Sécurex s'occupera de centraliser les malades résidant au Congo à évacuer au Maroc.

Cette tâche concernera, outre les soins, l'étude des dossiers et la gestion des formalités et des conditions d'évacuation par la clinique médicale Sécurex, a précisé le Dr. Ovaga.

Pour sa part, Abdel Kader El Figuigui a indiqué que "la fondation SAID accomplira son double devoir de facilitateur des soins médicaux au Maroc, mais également de famille d'accueil, afin de minimiser les multiples tracasseries financières et d'assurer un encadrement psychosocial digne qui comble le vide familial. Ce qui constitue un facteur non négligeable car il participe à la guérison rapide du patient".

Cette convention prévoit aussi des prestations qui s'étendront à l'organisation des services de pompes funèbres et au rapatriement de la dépouille vers le Congo, en cas de décès. Les deux institutions s'engagent à mettre au profit de leurs personnels, un programme de renforcement de leurs compétences dans l'organisation et la gestion des urgences.

---

TANZANIA :

### **Tanzanie: le gouvernement «nationalise» des diamants**

<http://www.rfi.fr/afrique/20170911-tanzanie-nationalisation-diamants-polemique-mines>

Par RFI Publié le 11-09-2017 Modifié le 11-09-2017 à 03:04

Le ministre des Finances tanzanien a affirmé dimanche 10 septembre à la télévision, la « nationalisation » de diamants d'une valeur estimée à 29,5 millions de dollars après avoir accusé la compagnie britannique qui exploite la mine d'en avoir sous-évalué la valeur. Williamson Diamonds est détenue 75% par la société Petra Diamonds et pour un quart par le gouvernement tanzanien.

Le gouvernement accuse la compagnie britannique d'avoir sous-évalué la valeur de ces pierres rares, au moment de leur exportation. Les diamants ont été saisis le 31 août à l'aéroport de Dar-es-Salaam alors qu'ils étaient en partance pour la Belgique.

Selon le ministère des Finances, les documents d'exportation qui les accompagnaient annonçaient une valeur de près de 15 millions de dollars alors que le gouvernement estime que ces diamants valent le double de ce qui a été déclaré.

Jeudi dernier, à l'Assemblée, les débats sur des malversations présumées liées à l'extraction et au commerce de diamants ont été très animés. Deux anciens hauts responsables du secteur minier, cités dans des rapports parlementaires, ont démissionné de leurs fonctions sur ordre du président John Magufuli.

Bras de fer avec les sociétés minières

Depuis six mois, le chef de l'Etat tanzanien a engagé un bras de fer avec les sociétés minières étrangères qui exercent des activités en Tanzanie. Il les accuse de sous-évaluer leur production. Un rapport parlementaire estime le manque à gagner pour la Tanzanie à plusieurs dizaines de milliards de dollars en impôts et taxes depuis près de 20 ans.

Après la compagnie Acacia Mining dans l'extraction de l'or, c'est au tour de la société Petra Diamonds à être dans le collimateur des autorités tanzaniennes. Jusqu'à présent, les tentatives de règlement à l'amiable de ces conflits n'ont rien donné.

Le président Magufuli ne veut rien lâcher. Surnommé « Tingatinga » (bulldozer en swahili), le président Magufuli a marqué les esprits depuis sa prise de fonctions fin 2015 en se montrant inflexible dans la lutte contre la corruption. Mais le style peu consensuel et abrupt de M. Magufuli lui vaut aussi d'être qualifié d'autocrate et de populiste par ses détracteurs, alors que la liberté d'expression est de plus en plus réduite dans le pays.

### **Tanzanie: 20 personnes arrêtées pour homosexualité à Zanzibar**

Par RFI Publié le 17-09-2017 Modifié le 17-09-2017 à 23:49

<http://www.rfi.fr/afrique/20170917-tanzanie-20-personnes-arretees-homosexualite-zanzibar>

En Tanzanie, 20 personnes accusées d'homosexualité ont été arrêtées à Zanzibar par la police alors qu'elles suivaient un atelier de sensibilisation sur le sida organisé par une ONG dûment accréditée,

a-t-on appris ce week-end. L'archipel semi-autonome fait partie de la Tanzanie où l'homosexualité est sévèrement réprimée.

Vingt personnes accusées d'homosexualité, dont douze femmes, ont été arrêtées à Zanzibar, a annoncé samedi la police de cet archipel semi-autonome qui fait partie de la Tanzanie, où l'homosexualité est sévèrement réprimée.

« Ces personnes sont impliquées dans des activités homosexuelles. Nous les avons arrêtées et nous sommes en train de les interroger. La police ne peut pas fermer les yeux sur cette pratique », a déclaré samedi sur la télévision gouvernementale tanzanienne TBC1, le commandant régional de la police, Hassan Ali Nasri. Le responsable n'a pas précisé la date de ces arrestations, mais il a indiqué que douze femmes et huit hommes étaient concernés.

Selon la chaîne de télévision nationale, les interpellations ont eu lieu dans un hôtel où les personnes arrêtées suivaient une formation de l'ONG internationale Bridge Initiative, officiellement enregistrée par le gouvernement de Zanzibar pour dispenser des programmes d'éducation à la lutte contre le sida.

### Durcissement

L'homosexualité masculine est sévèrement réprimée en Tanzanie et peut conduire parfois la prison à vie. Et si, jusque-là, il y avait une relative tolérance, depuis un an les autorités ont adopté une farouche rhétorique antigay.

Au début de l'année, la ministre de la Santé Ummu Mwalimu avait menacé de livrer à la vindicte populaire une liste de personnalités et d'artistes supposées pratiquer l'homosexualité.

A la même époque, des descentes de police dans des night-clubs de Dar Es-Salaam avaient visé des membres de la communauté LGBT, relâchés peu après, faute de preuves.

Dans la foulée, les autorités tanzaniennes ont été jusqu'à interdire l'importation et la vente des gels lubrifiants, pourtant utiles comme complément de prévention de lutte contre la transmission du VIH, que ce soient dans les rapports hétéro ou homosexuels.

Puis en février, la ministre de la Santé a ordonné la fermeture d'une quarantaine de centres de santé, spécialisés dans la lutte contre le sida, accusés de promouvoir l'homosexualité. Cette décision avait été critiquée ouvertement par les Etats-Unis.

Le vice-ministre tanzanien de la Santé, Hamisi Kingwangalla, a assuré vendredi 15 septembre devant le Parlement que le pays allait poursuivre sa lutte contre l'homosexualité. « Nous luttons de toutes nos forces contre tous les groupes soutenant l'homosexualité dans notre pays », a assuré le vice-ministre.

Le nombre de personnes infectées par le VIH en hausse

Le gouvernement tanzanien a aussi promis ces derniers mois que les étrangers défendant les droits des homosexuels seraient expulsés du pays.

Cette répression au nom de la morale inquiète les agences internationales de santé publique. Un récent rapport, publié la semaine dernière, fait état d'une remontée très inquiétante du nombre de personnes infectées par le VIH en Tanzanie, soit plus 35 % ces deux dernières années.

Rappelons que l'homosexualité est illégale dans 38 des 54 pays d'Afrique et est passible de la peine de mort en Mauritanie, Soudan et Somalie, selon Amnesty International.

Avec AFP



---

## UGANDA :

### **Why Uganda needs the construction sector transparency initiative**

By Admin / Added 25th September 2017

[https://www.newvision.co.ug/new\\_vision/news/1462272/uganda-construction-sector-transparency-initiative](https://www.newvision.co.ug/new_vision/news/1462272/uganda-construction-sector-transparency-initiative)

In Uganda although there exists political will and support for CoST to successfully promote the Infrastructure Data Standard.

OPINION | CONSTRUCTION By Olive Kabatwairwe

The construction of public infrastructure is a key sector in which enormous public resources are required and spent per year. Estimates for over the next decade world over are indeed huge.

Uganda already spends approximately \$1b per year on public infrastructure, equivalent to about 17% of its Gross Domestic Product. In addition, the Government spends at least sh3.3 trillion annually to improve its road network to bitumen standard. The roads in Uganda are used to transport around 97% of the country's cargo, yet the quality of the roads being constructed remains substandard, in some cases. The status is rather not different from other infrastructure like buildings, bridges, airport/crafts, stadiums, among others. The low performance in the sector has been attributed to limited information disclosure of project data, limited compliance with the legal framework on information disclosure and on international standards such as the infrastructure data standard, limited stakeholder participation and a weak citizenry agency to demand for accountability. Limited disclosure of infrastructure data has resulted into infrastructure projects being riddled with contract mismanagement, delays in procurement, weak supervision, safety and environmental challenges, time overruns, budget overruns, low absorption and corruption, among others as revealed by CoST Uganda First Assurance Report August 2017.

This situation has brought unnecessary, unsuitable, defective and dangerous construction projects-buildings that collapse and roads that break up. Recent studies show that corruption in public infrastructure contracts is widespread, with bribes often accounting for 10% or more of the contract price (Permanent Secretary, Ministry of Works and Transport February, 2017). The negative effects of mismanagement and corruption in public infrastructure projects are felt hard by the poor citizens, who are mostly reliant on public services. Once a public infrastructure project is compromised at any stage, this results into its failure and shortened life span. Corruption in construction results into poor service delivery, loss of property, loss of revenue, lower quality of public infrastructure, increased costs of construction and decrease in investment of foreign and domestic investors. Some of the key drivers of this corruption include low levels of transparency and accountability occasioned by limited disclosure of vital information

The limited disclosure of information is mainly attributed to lack of a specific law or policy provision on access to and pro-active and re-active disclosure of infrastructure data at project identification, funding, feasibility, planning, implementation and completion, and changes to contract time/cost during implementation. The current Public Procurement and Disposal of Public Assets Authority (PPDA) law and regulations are limited in their scope as they only demand for disclosure of information on projects whose value is above a set financial threshold. The same law only requires PPDA to mainly disclose information centered on the tendering processes and tender awards. In addition, the legal and policy provisions only favour participants in the procurement process and tender market but do not focus at informing the public about projects awarded. The law

doesn't provide a level playing ground for bidders, and encouraging the citizens to build trust in the procurement processes among others.

CoST Scoping Study published July 2017 noted that Procurement Entities (PEs) only disclose a quarter of the information on specific projects compared to the 40 data points that would be required pro-actively under the Infrastructure Data Standard. The Scoping Study further highlights other barriers to information disclosure including; lack of a database to store disclosed data, poor information management systems and limited capacity of Procurement Entities; the cost involved in compiling information in the absence of electronic data storage; scepticism over the potential benefits of wider disclosure; limited awareness of the legal requirements; limited financial resources; and the complex issue of governance, ignorance about the law, poor information storage and retrieval systems, as well as inadequate financing which undermines the full implementation of the law. These issues have led to Procurement Entities denying citizens and other stakeholders' access to some of the critical data on infrastructure projects, resulting in little transparency around projects.

The challenge of limited disclosure of information is a major concern given the level of competition for infrastructure contracts yet little and in many occasions no information is available for supervision and design contracts. This leads to some lengthy and negative legal battles and investigations, resulting in delays of major construction projects such as Karuma Hydro Power Dam and the Kiryandongo – Masindi – Hoima – Kyenjojo roads and recently Tirinyi road among others. Additionally, given the major contribution of public sector infrastructure projects to the country's Gross Domestic Product (17%), economic growth and poverty reduction, and the huge budgets required annually (around USD\$ 1 billion), disclosure of information on such projects is very critical.

What Uganda should do?

Disclosure of CoST Infrastructure Data Standard (IDS) works better when every procuring entity (PE) follows the same general policies and laws on the release of Infrastructure Data pro-actively and re-actively, procedure for its use, and compliance with technical standards for both reactive and proactive disclosure. Uganda should adopt the IDS to ease information disclosure on basic project data.

Uganda needs to put in place or to incorporate policy provisions for the adoption of the Infrastructure Data Standard. In Uganda although there exists political will and support for CoST to successfully promote the Infrastructure Data Standard. For instance there is an Infrastructure Monitoring Unit in State House, which reports to the President, the Monitoring and Evaluation department in the Office of the Prime Minister among others report on how the sector is being implemented. The challenge though is that most agencies in the sector have no direct synergy with the line Ministry and other key players in the construction sector to strengthen transparency and accountability. The existing policies are not specific on IDS and are less favourable to the Infrastructure Data Standard implementation.

There is need for government, particularly at top executive level, to fully commit to disclosure of pro-active and re-active infrastructure data at all stages using the Infrastructure Data Standard. This will require parliament, particularly the committee on Physical Infrastructure, to fast track the passing of the Uganda Construction Industry Commission (UCICO) bill into law, inclusion of CoST Infrastructure Data Standard in the Procurement policy and Public Procurement and Disposal of Public Assets Authority Act amendments.

CoST is spearheading international efforts by strengthening transparency and accountability in public infrastructure. We need this focus on transparency and accountability as it creates better value for everyone. The MSG continually engages the Procurement Entities to ensure disclosure of contract information which makes it easy for the Non-Governmental Organizations, Civil Society Organizations and the media to use the information to support in monitoring and engagement. The Multi-Stakeholders Group always brings the findings to the Procurement Entities for handling through Assurance Reports with recommendations. The joint effort of the Procurement Entities monitoring team and CoST assurance teams reduces the gaps that have been existing in the contracts performance.

The Multi-Stakeholders Group further engages the Private Sector involved in infrastructure development such as contractors, consultants, Engineers, and the business arm to comply with the disclosure framework established by the Government. CoST programme has a component of building the capacity of the Private sector, Civil Society organizations and the media that will be using the information being disclosed by the Procurement Entities.

The writer is the Uganda manager construction sector transparency initiative

---

**KENYA :**

**Kenya: des manifestations de l'opposition dispersées**

2 octobre 2017 <http://www.bbc.com/afrique/region-41473173>

La police a dispersé lundi plusieurs centaines de partisans de l'opposition dans le centre de Nairobi et de Kisumu dans l'ouest du pays.

Ils manifestaient contre la commission électorale (IEBC), en prélude à l'élection présidentielle prévue le 26 octobre prochain.

A Kisumu, un bastion de l'opposition et troisième ville du pays, située sur les rives du lac Victoria, quelque 500 manifestants ont érigé des barricades et brûlé des pneus.

Les forces de l'ordre sont intervenues à l'aide de gaz lacrymogènes, des tirs de sommation et de violents coups de bâton.

"Nous ne cesserons de manifester que lorsque Chiloba sera évincé", a lancé Hillary Ojwang, un des manifestants.

Il fait référence au directeur exécutif de la commission électorale, Ezra Chiloba, dont l'opposition réclame le départ.

---

## SUD SOUDAN :

### Soudan du Sud, le bras de fer avec l'ONU

Jean-Paul Musangania (avec AFP) , le 28/09/2017 à 18h12

<https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Soudan-Sud-bras-fer-lONU-2017-09-28-1200880499>

Le président du Soudan du Sud Salva Kiir a enjoint les forces de police, mercredi 27 septembre, de « coopérer » avec les Casques bleus, après avoir été accusé de freiner le déploiement de la force de réaction rapide de l'ONU dans le pays.

Contre toute attente, au lendemain des appels de l'envoyé spécial de l'ONU, David Shearer, le président du Soudan du Sud Salva Kiir est sorti du silence, mercredi 27 septembre, pour demander à la police nationale de « coopérer » avec les Casques bleus déployés dans le pays : « Votre rôle en tant que forces de sécurité n'est pas de combattre ces soldats. Vous n'êtes pas là pour vous battre contre la force de protection régionale (RPF) ou contre les Casques bleus de la Minuss (Mission de l'ONU dans le pays), vous devez coopérer avec eux », a-t-il déclaré devant plusieurs centaines de policiers à Juba.

Ces missions « sont ici sur une base temporaire. Si nous ne nous battions pas entre nous, ces gens n'auraient pas à venir », a poursuivi le président Salva Kiir, sans s'expliquer sur ses réticences au déploiement d'une force de protection de 4 000 hommes censée notamment sécuriser Juba et l'aéroport international du pays.

Mardi, dans son adresse au Conseil de sécurité des Nations unies, l'envoyé spécial de l'ONU dans le pays, David Shearer, avait une nouvelle fois interpellé le gouvernement sud-soudanais qui « refuse toujours que la force de réaction rapide de l'ONU protège l'aéroport de Juba ainsi que la base de Tomping ». Pour lui, les autorités de Juba montrent toujours « peu d'intérêt à s'engager dans de sérieuses négociations, malgré les différentes initiatives visant à trouver une solution politique ». Les menaces de l'ONU aux autorités sud-soudanaises

Dénonçant les relations difficiles entre le gouvernement de Salva Kiir et la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS), David Shearer s'était dit très préoccupé par la situation humanitaire, estimant à « 7,6 millions le nombre de personnes ayant besoin d'une aide dans le pays », d'après le rapport de l'ONU rendu public ce mardi. Ce rapport évalue à « quatre millions le nombre de personnes déplacées » sur les 12 millions que compte le pays : « Nous sommes tous conscients que le Soudan du Sud risque de demeurer une source d'instabilité régionale et un puits sans fond pour les ressources internationales. »

Soudan du Sud : fin de la famine, poursuite de la crise alimentaire

A son tour, devant le Conseil de sécurité, Nikki Haley, l'ambassadrice américaine, a demandé « au gouvernement de coopérer avec les Casques bleus » et a annoncé sa visite au Soudan du Sud pour « la dernière chance de sauver l'accord de paix ».

La semaine précédente, l'Union africaine avait brandi la menace de sanctions, faute, dans les prochaines semaines, d'une relance significative des pourparlers de paix sous l'égide des dirigeants de l'Autorité intergouvernementale pour le développement du bloc régional (Igad).

La moralisation du président Salva Kiir

Seuls 600 militaires du Rwanda, du Bangladesh et du Népal ont pour le moment été déployés dans le cadre de la RPF, dont la création avait été décidée en août 2016 par le Conseil de sécurité de

l'ONU à la suite de violents combats dans la capitale entre forces gouvernementales et troupes loyales à l'ex-vice-président Riek Machar, aujourd'hui en exil.

Le Soudan du Sud, indépendant depuis 2011, est en proie à la guerre civile depuis 4 ans. Les combats opposent les forces du président Salva Kiir à celle de son ancien vice-président et rival, Riek Machar, sur fonds de tensions ethniques.

Jean-Paul Musangania (avec AFP)

---

SOUDAN :

**El Béchir dénonce l'embargo "injuste" contre le Soudan**

28 septembre 2017 <http://www.bbc.com/afrique/region-41430602>

Le président soudanais Omar El Béchir, se plaint de l'injustice à laquelle fait face son pays à cause de l'embargo sur le commerce imposé par les Etats-Unis.

"Les sanctions injustes imposées à notre pays depuis 1997 ont affaibli l'Etat et les institutions et causé des difficultés au peuple soudanais", a-t-il déclaré.

Dans deux semaines, le président américain doit décider de la levée ou non de l'embargo, imposé depuis 20 ans contre Khartoum en raison de son soutien présumé à des groupes islamistes.

Dimanche, M. Trump a enlevé le Soudan de la liste des pays concernés par l'interdiction d'entrée aux Etats-Unis.



---

## ÉTHIOPIE :

### **Ethiopie : le remplissage des réservoirs du barrage de "Grand Renaissance" débutera en 2018**

(Agence Ecofin) - L'Éthiopie débutera le remplissage des réservoirs du barrage hydroélectrique de "Grand Renaissance" au cours de l'année prochaine. Cette affirmation a été faite par Mohamed Abdel-Ati, le ministre égyptien des ressources hydriques et de l'irrigation au Middle East Agence.

« L'impact de la construction du barrage éthiopien doit encore être évalué. Le débit d'entrée de l'eau a été maintenu. L'Égypte pourrait voir son débit d'eau provenant du fleuve être réduit, l'année prochaine.» a affirmé M. Abdel-Ati.

Les réservoirs du barrage d'une capacité de 6 000 MW peuvent retenir 55,5 milliards de mètres cube d'eau. L'Égypte craint que cela ne réduise la part des eaux du fleuve qui lui parvient et dont elle dépend essentiellement pour son approvisionnement en eau potable.

L'Éthiopie, pour sa part, affirme que l'infrastructure n'aura pas d'impact négatif pour le pays en aval. Un comité tripartite a d'ailleurs été mis sur pied avec le Soudan pour régler la question. Cependant, selon M. Abdel-Ati, il reste encore des divergences de vues d'ordre technique à résoudre.

Gwladys Johnson

---

## EGYPTE :

### **Une «tête» du pharaon Akhenaton découverte en Égypte**

<https://fr.sputniknews.com/culture/201710041033326856-pharaon-egypte-statuettes/>

20:42 04.10.2017(mis à jour 23:00 04.10.2017)

L'Égypte recèle encore d'innombrables secrets, parmi lesquels on ne compte déjà plus une tête en plâtre du pharaon monothéiste Akhenaton, que des archéologues ont récemment exhumée.

Plus aucun mystère autour de la construction des pyramides égyptiennes

La tête d'une statuette en plâtre du pharaon Akhenaton a été retrouvée lors de fouilles menées dans la ville de Tell el-Amarna, qui se situe sur la rive droite du Nil. Cet objet, de 13.5 centimètres sur 8, a été découvert dans la première salle du temple dédié à la divinité Aton, relate Ahran Online.

«Cette découverte est très importante parce qu'elle permettra d'en apprendre plus sur la capitale d'Akhenaton, dont le règne reste l'un des plus controversées de l'histoire de l'Égypte ancienne», confie Mustafa Waziri, secrétaire général du Conseil suprême des Antiquités.

Les petites statuettes d'Akhenaton, considérées comme magiques, étaient très populaires et servaient d'objets de culte. Quant à Akhenaton lui-même, il est l'un des pharaons les plus connus. Il régna sur l'Égypte de 1353 à 1337.

Il a remplacé le culte traditionnel de la divinité Amon par le culte de la divinité Aton, moins développé. Là où se trouve la ville contemporaine de Tell el-Amarna, Akhenaton avait construit sa capitale, la ville d'Akhetaton, ainsi que un temple dédié au dieu unique Aton.

### **Egypte: 17 hommes jugés à huis clos pour homosexualité**

AFP Publié le dimanche 01 octobre 2017 à 20h20 - Mis à jour le dimanche 01 octobre 2017 à 20h21  
[ <http://www.lalibre.be/actu/international/egypte-17-hommes-juges-a-huis-clos-pour-homosexualite-59d130f7cd70461d26616b2d> ]

Dix-sept hommes de 17 à 35 ans, soupçonnés d'être homosexuels, ont comparu dimanche à huis clos devant un tribunal du Caire pour "débauche" et "incitation à la débauche", ont indiqué des sources judiciaires.

Aucune information n'a filtré sur le déroulé de cette audience interdite d'accès aux journalistes et les avocats de la défense n'étaient pas joignable dans l'immédiat.

Une nouvelle audience doit se tenir fin octobre dans ce procès qui s'inscrit dans un contexte de répression accrue contre l'homosexualité en Égypte.

Le code pénal égyptien ne prohibe pas textuellement l'homosexualité mais des arrestations pour "incitation à la débauche" ou "mépris de la religion" visent des homosexuels présumés.

Parmi les 17 personnes jugées dimanche, au moins six ont été arrêtées après avoir brandi le drapeau arc-en-ciel de la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) lors d'un concert du groupe libanais Mashrou' Leila, connu pour sa défense des droits des LGBT, le 22 septembre au Caire.

"Que le parquet égyptien fasse une priorité de traquer des personnes sur la base de leur orientation sexuelle présumée est profondément déplorable. Ces hommes devraient être libérés immédiatement et sans condition, pas traduits en justice", écrivait Amnesty International samedi dans un communiqué.

L'utilisation par les autorités des applications de rencontre comme Grindr dans le cadre de la répression et leurs interventions dans des lieux fréquentés par des homosexuels a notamment provoqué la panique au sein de la communauté.

Le Conseil supérieur de régulation de la presse, un organe officiel, a interdit samedi toute "promotion de l'homosexualité" dans les médias, qualifiée de "maladie honteuse à cacher".

"Nous avons recensé au moins 22 personnes arrêtées depuis le concert", de Mashrou' Leila a de son côté affirmé Dalia Abd el-Hameed, une responsable à l'Initiative égyptienne pour les droits personnels (EIPR).

Les ONG Human Right Watch et Amnesty International ont appelé le gouvernement égyptien à cesser sa répression contre les homosexuels.

En avril 2016, 11 hommes soupçonnés d'être homosexuels avaient été condamnés en Egypte à des peines allant jusqu'à 12 ans d'emprisonnement pour "incitation à la débauche", provoquant une vague d'indignation internationale.

AFP

---

## SOUTH AFRICA :

### **Afrique du Sud: Transnet injectera 6 milliards de \$ supplémentaires en infrastructures logistiques**

<https://www.agenceecofin.com/entreprises/0410-50844-afrique-du-sud-transnet-injectera-6-milliards-de-supplementaires-en-infrastructures-logistiques>

(Agence Ecofin) - En Afrique du Sud, la compagnie publique Transnet, active dans le secteur de la logistique, a annoncé son intention d'augmenter de 84 milliards de rands (6 milliards de \$) ses investissements sur les trois prochaines années. Selon le département sud-africain en charge des entreprises publiques qui a fait cette annonce, ce financement permettra d'améliorer la capacité des ports et des lignes ferroviaires du pays.

Mais, rapporte Reuters, en dépit de ces investissements, le groupe ne parviendra pas à atteindre son objectif de 330 millions de tonnes de fret ferroviaire. Ceci est essentiellement dû à la morosité économique enregistrée tant au niveau national que mondial.

Transnet qui a récemment annoncé son intention de construire une ligne ferroviaire destinée au trafic lourd entre la mine de Waterberg et le Botswana, a un budget de 229 milliards de rands pour le compte de cette année. Ce montant concerne une batterie de projets locaux et internationaux, a indiqué un dirigeant de Transnet.

Aaron Akinocho

---

ANGOLA :

**Chine-Angola : plus de 8 milliards d'euros d'échange**

Posted by Chine Magazine | Oct 2, 2017 | Afrique, MONDE | <https://www.chine-magazine.com/chine-angola-plus-de-8-milliards-deuros-dechange/>  
Chine-Angola : plus de 8 milliards d'euros d'échange

Dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Angola et la Chine, les projets engagés en 2017 ont dépassé 10 milliards de dollars (8,9 milliards d'euros), selon l'ambassadeur de Chine, Cui Aimin.

D'ailleurs, en juin, la Chine a accordé une remise de dette d'un montant de 97,37 millions de yuans (12,7 millions d'euros) équivalant à la valeur de deux prêts accordés à l'Etat angolais dans le cadre des accords de coopération économique et technique.

Lors de la cérémonie commémorant le 68ème anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine, Cui Aimin a indiqué que cette enveloppe a été essentiellement consacré à des projets d'infrastructures.

Les projets couverts par l'accord de coopération comprennent, entre autres, la construction du Centre de démonstration technologique et de l'Institut des relations internationales, tous deux en cours d'achèvement, ainsi que le récent déploiement de la quatrième équipe médicale chinoise en Angola.

Ouvrir le champ des investissements bilatéraux

L'ambassadeur de Chine, Cui Aimin, a souhaité que les entreprises – impliquées dans la coopération entre les deux pays – explorent davantage de domaines d'investissement, appelant le gouvernement angolais à soutenir davantage les entreprises chinoises.

Le président angolais José Eduardo dos Santos a d'ailleurs inauguré le 5 août la construction du projet hydroélectrique Caculo Cabaca à Dondo, par la China Gezhouba Group Co., Ltd (CGGC).

Joao Baptista Borges, ministre angolais de l'énergie et des ressources hydrauliques a assuré que ce projet, le plus grand de son genre construit dans le pays, est « crucial pour la construction économique de l'Angola ».

Exprimant la gratitude du gouvernement angolais envers le gouvernement chinois et les entreprises chinoises pour leur soutien au développement de l'Angola, le ministre s'est dit confiant quant aux retombées économiques et sociales de ce projet.

« La plus grande centrale hydroélectrique à construire par une société chinoise en Afrique »

Ren Jianguo, directeur général adjoint de CGGC, a expliqué aux médias que le groupe transformera le projet hydroélectrique Caculo Cabaca en un projet de haute qualité, contribuant au développement du secteur de l'énergie et à l'amélioration de l'infrastructure dans la province du Kwanza Nord.

« Le projet hydroélectrique Caculo Cabaca devrait être la plus grande centrale hydroélectrique à construire par une société chinoise en Afrique », a indiqué Ren Jianguo, ajoutant que le projet devrait répondre à plus de 50% des besoins en électricité du pays.

Selon le contrat, CGGC sera également responsable de l'exploitation et de la maintenance de la centrale pendant 4 ans, et de la formation d'un groupe de gestion des opérations et de personnel technique pour l'Angola.

Cui Aimin a souligné que la Chine est le principal partenaire commercial de l'Angola, qui est le deuxième partenaire commercial de la Chine en Afrique et le plus grand exportateur africain vers la Chine. L'Angola est le premier pays africain bénéficiaire des investissements chinois.

### **Angola : neuf anciens ministres reconduits dans le premier gouvernement de João Lourenço**

29 septembre 2017 à 07h52 — Mis à jour le 29 septembre 2017 à 13h20

Par Jeune Afrique avec AFP

[ <http://www.jeuneafrique.com/478712/politique/angola-neuf-anciens-ministres-reconduits-dans-le-premier-gouvernement-de-joao-lourenco/> ]

Le nouveau président angolais, João Lourenço, a nommé jeudi soir son premier gouvernement composé de trente ministres, dont neuf conservent les portefeuilles qu'ils détenaient déjà sous la présidence de son prédécesseur, Jose Eduardo dos Santos.

Lors de son discours d'investiture, João Lourenço a fait de la relance de l'économie sa priorité. Il s'est engagé à « promouvoir la stabilité, le bien-être et le progrès social de tous les Angolais » et à lancer des « politiques d'emploi et de lutte contre la pauvreté ».

Mais la composition son nouveau gouvernement annoncé jeudi laisse entrevoir une certaine continuité. Neuf ministres sur trente étaient déjà aux manettes sous son prédécesseur, José Eduardo dos Santos, qui a pris sa retraite après avoir régné sans partage sur l'Angola pendant trente huit ans.

Parmi les ministres maintenus à leur poste figure en premier lieu celui des Finances, nommé il y a un an pour tenter de relancer l'économie d'un pays en crise victime de la chute des cours du pétrole, sa principale source de revenus. Malgré sa manne pétrolière, l'Angola, qui dispute au Nigeria le titre de premier producteur africain d'or noir, figure parmi les pays les plus pauvres du continent.

Plusieurs anciens ministres ont également pris du galon dans la nouvelle équipe

D'autres ministres à des postes clés, comme ceux de l'Intérieur, de l'Industrie ou de l'Agriculture sont également confirmés dans leurs fonctions, selon le décret publié par la présidence.

Plusieurs anciens ministres ont également pris du galon dans la nouvelle équipe. Le général et ancien vice-ministre de la Défense Salviano de Jesus Sequeira, a été promu ministre et l'ex-secrétaire d'État aux Relations extérieures, Manuel Domingos Augusto, est devenu ministre plein.

Même chose pour l'ex-secrétaire d'État à l'Administration du territoire Adam Almeida, responsable de l'organisation du dernier scrutin jugé frauduleux par l'opposition, qui a été nommé ministre du Territoire et de la Réforme de l'État.

Dos Santos de la scène aux coulisses du pouvoir

Au lendemain de l'élection de João Lourenço, soutenu par José Eduardo dos Santos, plusieurs observateurs se posaient la question de la marge de manœuvre dont disposerait le nouveau président pour gouverner le pays.

L'ancien chef d'État garde la main sur les nominations de généraux. Une loi votée le 21 juillet empêche tout changement à la tête de l'armée, des services de renseignement et de la police. Tous sont reconduits pour les huit prochaines années.

Il a également placé ses enfants à des postes clés – sa fille, Isabel, est à la tête de la Sonangol, la société pétrolière nationale, tandis que son fils, José Filomeno, dirige le fonds souverain.

Pour Paula Cristina Roque, de l'Institut sud-africain des affaires internationales, « réformer l'économie implique une décentralisation politique, qui aura un impact sur des intérêts puissants. Il devra donc négocier avec les enfants de dos Santos, qui ont la mainmise sur les finances angolaises ».

Le nouveau président devra par ailleurs s'attaquer aux institutions et à l'appareil de sécurité, alors que le pays est confronté à des menaces régionales croissantes. « En tant que président du MPLA, dos Santos conservera le pouvoir ultime, poursuit Paula Cristina Roque. Il peut approuver les lois proposées ou leur opposer un veto, et dirigera la politique étrangère. »

---

## MAROC :

### **Maroc, saisie record pour 2,75 milliards de \$ de cocaïne**

par La redaction de Mondafrique -

4 octobre 2017 <https://mondafrique.com/maroc-saisie-record-275-milliards-de-cocaine/>

Les autorités marocaines ont démantelé un vaste réseau de trafic international de cocaïne, six tonnes de marchandises qui provenaient d'Amérique du Sud

L'opération de police marocaine contre un réseau international de trafic de cocaïne a été menée au niveau des villes de Rabat, Skhirat, Azemmour et Nador. Les trafiquants ont des liens avec le cartel latino-américain et comptent des ramifications en Europe, notamment en Hollande et en Espagne.

Six tonnes de marchandises

A la tête de ce réseau, se trouve le baron de la drogue maroco-Hollandais, Ahmed Chilhi, qui possède une villa au Vénézuéla. Pour l'instant, ce parrain de la drogue purge une peine de dix ans de réclusion à la prison de Tanger, après la saisie en Septembre 2014, de 226 kg de cocaïne à Marrakech.

Le réseau compte à son actif trois opérations de transbordement de cocaïne dans les eaux internationales au large de Dakhla dans des voiliers venus d'Amérique Latine. Au total, une quantité d'environ 6 tonnes de drogue était ainsi acheminée. 2,5 tonnes ont pu, cette fois, être saisies.

La drogue avait été stockée dans une ferme qui se trouve dans le douar "Oulad Messoune Bahara", à Skhirat, et surveillée dans une cachette aménagée à cette fin.



---

## AFRICA UNION :

### **L'Union africaine au chevet de la RDC.**

<http://www.rfi.fr/afrique/20171003-union-africaine-chevet-rdc>

Par RFI Publié le 03-10-2017 Modifié le 03-10-2017 à 02:10

Pendant quatre jours, le président de la Commission de l'UA Moussa Faki Mahamat, mais aussi la commissaire aux Affaires politiques, Minata Cessouma, ont rencontré l'ensemble de la classe politique congolaise dont le président Joseph Kabila. Après l'échec de la médiation de l'UA en octobre dernier, l'organisation panafricaine tente une nouvelle fois de résoudre l'impasse politique en cours et d'aider le pays à aller aux élections.

« Dialogue », « écoute », « accompagnement », voilà les maîtres mots de cette visite à en croire un membre de la délégation de l'UA. Car l'Union africaine voudrait se positionner comme une alternative à la posture très critique des pays occidentaux et la politique des sanctions, une sorte de 3e voie.

« Nous pensons qu'il faut gagner la confiance des Congolais pour être entendu », résume ainsi un diplomate africain. La délégation de Moussa Faki Mahamat a donc tenu à voir absolument tout le monde, l'opposition radicale, mais aussi l'Eglise catholique et le président Joseph Kabila.

Principal message : la nécessité de publier rapidement un calendrier électoral. « Même si les scrutins ont pris du retard, il faut un chronogramme au plus vite pour la population congolaise », estime un membre de la délégation qui affirme que la commission électorale s'est engagée à publier un échéancier dans les prochains jours.

L'objectif désormais est de faire en sorte que l'ensemble de la classe politique, et surtout l'opposition, accepte l'idée d'une élection en 2018 seulement. L'UA assure poursuivre les consultations en ce sens. La tâche ne sera pas facile tant opposition et pouvoir sont à couteaux tirés.

Et suite à la visite de l'UA justement, le Rassemblement de l'opposition, dans un communiqué, appelle à une transition sans Joseph Kabila à la tête de l'Etat à partir de janvier 2018. Selon lui, vu l'échec d'avoir une élection d'ici la fin de l'année, Joseph Kabila ne peut rester au pouvoir.

### **Union africaine : Honorine Nzet Biteghe dans le Panel des sages**

<http://gabonreview.com/blog/union-africaine-honorine-nzet-biteghe-panel-sages/>

Publié par Steve Jordan dans AFRIQUE sur vendredi 29 septembre 2017 à 18:52

L'ancienne conseillère d'Ali Bongo a récemment été nommée dans le Panel des sages de l'Union africaine, aux côtés d'autres grandes figures du continent, parmi lesquelles Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Libéria.

Honorine Nzet Biteghe, en novembre 2013, à Libreville. © eglisecatholique-gabon.org

Honorine Nzet Biteghe, désormais parmi les principales personnalités africaines qui œuvrent pour la paix, la sécurité et le développement du continent. L'ancienne ministre de la Famille et des

Affaires sociales a récemment été nommée au sein du Panel des sages de l'Union africaine (UA). L'information a été donnée, jeudi 28 septembre, par le Conseil des ministres, qui s'est réjoui de cette nomination.

Nommée conseiller politique du président de la République en 2016, Honorine Nzet Biteghe s'est faite connaître du grand public pour son engagement et ses actions dans le domaine social au Gabon. Elle était une des figures principales de la société civile nationale, portée exclusivement sur les conditions des femmes, des jeunes filles et des enfants.

La magistrate hors hiérarchie, experte en matière électorale, qui était déjà membre du Comité des femmes de l'UA, travaillera aux côtés d'autres personnalités de renom parmi lesquelles, Ellen Johnson Sirleaf, présidente du Libéria et Prix Nobel de la paix. D'autres membres ont été nommés en juillet dernier : Dr. Speciosa Kazibwe (Ouganda), Armah Moussa (Egypte), Catherine Samba-Panza (République centrafricaine) et Hifikepunye Pohhamba (Namibie).

Créé en 2007, le Panel des sages est un organe du Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Les membres dudit panel ont un mandat de trois ans, et sont choisis parmi les hommes et femmes du continent à avoir œuvré, selon leur domaine, à la cause de la paix, la sécurité et le développement en Afrique.

### **Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Ua attise la colère de l'opposition burundaise**

11 Septembre 2017 <https://www.infosplusgabon.com/index.php/actualites/submenu-1/3314-le-commissaire-a-la-paix-et-a-la-securite-de-lua-attise-la-colere-de-lopposition-burundaise>

BUJUMBURA, Burundi, 11 septembre (Infosplusgabon) - Le Conseil national pour la défense de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la réconciliation et l'Etat de droit (Cnared, principale plate-forme de l'opposition intérieure et en exil), a rendu public, lundi, une déclaration condamnant, avec véhémence, la récente prise de position du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (Ua), Ismaïl Chergui, en faveur de la Cour africaine des droits de l'homme pour enquêter et juger les crimes politiques au Burundi, en lieu et place de la Cour pénale internationale (Cpi).

Le Commissaire Chergui réagissait à une récente recommandation d'un groupe d'experts onusiens de voir la Cpi se charger des poursuites à l'encontre des auteurs présumés des « crimes contre l'humanité » qui ont émaillé la crise politique autour des élections générales controversées de 2015 au Burundi.

La crise a profondément divisé la société burundaise, comme en a témoigné le soutien apporté à la prise de position du Commissaire Chergui, et le rejet du rapport « mensonger et tendancieux » des mêmes experts onusiens, exprimé à des marches-manifestations de samedi, dans les rues de Bujumbura, à l'initiative des femmes affiliées au parti au pouvoir.

De son côté, l'opposition burundaise se dit « surprise » que le Commissaire à la paix et à la sécurité « s'en prenne au rapport d'enquête des Nations unies et tente une diversion, en proposant que la Cour africaine des droits de l'homme s'occupe des crimes contre l'humanité commis au Burundi ».

« Où était cette Cour africaine pendant que des rivières de sang coulaient au Burundi depuis plus de deux ans ? », charge le Cnared.

La proposition du Commissaire Chergui est un « coup de poignard dans le dos des victimes de la barbarie meurtrière » que le Cnared attribue au pouvoir burundais.

Plus globalement, le Cnared « condamne le silence et l'inaction coupables de l'Ua face à la tragédie qui sévit au Burundi depuis avril 2015 », date de l'officialisation de la candidature de l'actuel chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, à un troisième quinquennat, jugé contraire à la Constitution nationale et l'Accord d'Arusha, dans les milieux de l'opposition et de la société civile, rappelle-t-on.

L'organisation continentale connaissait un répit depuis son renoncement pragmatique à une force de 5.000 militaires et policiers, chargée de protéger les populations civiles au Burundi (Maprobu), le pouvoir burundais lui ayant opposé une fin de non recevoir, « au nom de la souveraineté nationale ».

L'ancienne organisation de l'Union africaine (Oua) avait conduit avec succès une précédente opération de protection des personnalités politiques, rescapées du coup d'Etat militaire de 1993 ayant emporté la vie du président démocratiquement élu de l'époque, Mélchior Ndadaye.

L'Ua reste mobilisée, politiquement et diplomatiquement, en faveur d'une solution négociée, notamment par son soutien à la Communauté d'Afrique de l'Est qui pilote la médiation dans la crise burundaise, sous l'égide de l'ancien président tanzanien, Benjamin William M'Kapa.

Le bureau de la médiation a annoncé dernièrement un ultime round des pourparlers inter-burundais de paix pour le mois prochain, sur la base des consultations séparées, menées, d'un côté, avec l'Ombudsman burundais (Médiateur de la République), Edouard Nduwimana, d'un autre, avec une équipe du Cnared, conduite par son président, Charles Nditije, à Dar es-Salaam, en Tanzanie.

FIN/INFOSPLUSGABON/GDF/NKL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon

---

**AFRICA - USA :**

**Tchad – USA : Idriss Deby dit merde aux États-Unis en fermant leur ambassade**

<http://www.afrique-sur7.fr/62795/tchad-usa-idrissa-deby-dit-merde-aux-etats-unis-fermant-ambassade/>

Idriss Déby Itno vient de répliquer à la décision du Président américain Donald Trump. Il a fermé l'ambassade des États-Unis au Tchad après le décret signé du président américain interdisant les déplacements de ressortissants tchadiens dans son pays.

Idriss Déby Itno joue de réciprocité avec Donald Trump

Qui du Tchad et des USA a plus besoin de l'autre ? Cette question, Idriss Déby Itno est en train de la reposer à Donald Trump. Le président américain a récemment signé un décret interdisant de voyage vers les USA tous ressortissants tchadiens. Cette décision faisait suite au boycott par le président Déby de la 72e Assemblée générale des nations unies.

Le président tchadien protestait ainsi contre la mauvaise volonté des puissances du monde à oeuvrer sincèrement pour le développement de l'Afrique. Pour lui, ces derniers entravent le développement du continent avec les guerres et les conflits qu'ils encouragent.

G5 sahel, quel avenir sans le Tchad ?

Comme pour lui faire croire que son pays n'avait que peu d'importance pour le sien, le fantasque Donald Trump a pris un décret mettant à mal les relations entre le pays de Déby et le siens. Loin de faire la courbette face aux Etats-Unis, le Tchadien a lui aussi décidé de la fermeture définitive de l'ambassade américaine sur le sol tchadien.

A noter que IBK a déjà désavoué la décision américaine. Le président en exercice du G5 Sahel avait dans un Communiqué fait savoir sa préoccupation et celle des pays de cette coalition armée sur le sujet. Il demandait au président américain la levée de ce décret au regard du rôle stratégique que joue le Tchad dans la lutte contre le terrorisme au sahel.

Vous voulez joindre la rédaction de AFRIQUE-SUR7.FR, envoyez-nous un message à l'adresse : [INFOS@AFRIQUE-SUR7.FR](mailto:INFOS@AFRIQUE-SUR7.FR). Nous reprendrons contact avec vous si besoin.

**Afrique-USA : Condé, Ouattara et Macky Sall au banquet de Trump**

Julien D Sep 28, 2017

[ <http://www.afrique-sur7.fr/62505/afrique-usa-conde-ouattara-et-macky-sall-au-banquet-de-trump/> ]

Associés aux travaux de réflexion sur un projet de réforme de l'ONU initié par les États unis, trois dirigeants francophones d'Afrique ont pris part à un dîner sur invitation du président américain Donald Trump, à savoir Alassane Ouattara, Macky Sall et Alpha Condé.

Donald Trump associe Ouattara, Condé et Macky Sall à la réforme de l'ONU

Donald Trump veut entamer des démarches pour des réformes de l'ONU. Le 20 septembre, en marge de la 72e Assemblée générale de l'ONU, le président de la première puissance mondiale a reçu à dîner des chefs d'État africains et leurs différentes délégations. Au nombre de ces leaders africains, trois président d'Afrique francophone ont été conviés au banquet de Donald Trump. Il s'agit de l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Sénégalais Macky Sall et le Guinéen Alpha Condé.

En se tournant vers l'Afrique, le nouveau locataire de la Maison-Blanche entend rallier plus de monde à son projet et surtout faire partager sa vision. Le président américain a par ailleurs félicité ses hôtes pour les progrès réalisés sur le plan économique. Il s'agit d'avancées notables qui ont séduit le milliardaire. En associant ses pairs africains à son projet de réforme, Donald Trump veut lutter contre la «bureaucratie» et la «mauvaise gestion» au sein de l'organisation. Il avait également indiqué lors de cette rencontre que plusieurs de ses amis ont fait de gros profits en investissant en Afrique.

Rappelons que les États-Unis sont le premier contributeur financier de l'ONU. Ils assurent près de 28,5% du budget de 7,3 milliards de dollars pour les opérations de paix, et 22% des 5,4 milliards pour ses crédits de fonctionnement. Au total, la part américaine représente 22% du budget général de l'ONU.

Vous voulez joindre la rédaction de AFRIQUE-SUR7.FR, envoyez-nous un message à l'adresse : [INFOS@AFRIQUE-SUR7.FR](mailto:INFOS@AFRIQUE-SUR7.FR). Nous reprendrons contact avec vous si besoin.

### **Boko Haram : une aide supplémentaire des USA de 30,2 milliards de FCfa en faveur du Cameroun, du Nigeria, du Tchad...**

<http://www.afriquemedia.tv/infos/actualite/decouverte/finance/boko-haram-aide-supplementaire-usa-30-2-milliards-fcfa-faveur-cameroun-nigeria-tchad>

Le gouvernement américain vient de libérer une enveloppe supplémentaire d'aide d'un montant de 54 millions de dollars (30,2 milliards de francs Cfa) au profit du Cameroun, du Nigeria, du Tchad et d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest engagés dans la lutte contre Boko Haram et l'Etat islamique, deux groupes terroristes qui sévissent dans ces parties du continent noir.

03 Oct 2017 Afrique Media

L'information vient d'être révélée par le sous-secrétaire américain aux affaires politiques, Thomas Shannon (photo), au cours d'un symposium sur le thème «Le Nigeria: défis et perspectives pour la promotion d'une paix durable», organisé par l'Institut américain de la paix à Washington, DC., rapporte la plateforme d'informations Sahara Reporters.

Avec cette nouvelle aide américaine, l'enveloppe globale injectée par ce pays dans la lutte contre le terrorisme dans le bassin du Lac Tchad et en Afrique de l'Ouest, depuis l'année 2015, atteint désormais, a confié la même source, la rondelette somme de 700 millions de dollars, soit près de 392 milliards de francs Cfa

---

## CHINA – AFRICA :

### **La Chine fournira 100 millions de dollars d'aide militaire à l'Union africaine dans les 5 prochaines années**

[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-09/29/content\\_50029057.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-09/29/content_50029057.htm)

Par : Sofia | Mots clés : La Chine 100 millions Union africaine

French.china.org.cn | Mis à jour le 29-09-2017

La Chine offrira une aide militaire de 100 millions de dollars à l'Union africaine au cours des cinq prochaines années, a déclaré un porte-parole du ministère de la Défense.

La Chine négocie avec l'Union africaine sur la rédaction du plan de mise en œuvre de cette aide, a déclaré Wu Qian, porte-parole du ministère de la Défense nationale, lors de sa conférence de presse mensuelle jeudi 28 septembre.

L'aide permettra de soutenir les Forces de réserve africaine et les forces d'intervention rapide, a indiqué M. Wu.

Cette mesure a été annoncée par le président chinois Xi Jinping dans son premier discours au siège de l'ONU à New York, à l'occasion de la 70<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale en septembre 2015.

Lors de la conférence de presse de jeudi, M. Wu a ajouté que la Chine a inscrit 8000 effectifs dans la force de réserve de maintien de la paix à l'ONU, un objectif également mentionné dans le discours du président en 2015.

La force de réserve jouera un rôle constructif dans le maintien de la paix mondiale et de la stabilité régionale, a ajouté M. Wu.

Les troupes chinoises de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air et de logistique participent à la formation à la préparation au combat et aux secours en cas de catastrophe en Chine avant toute mission à l'étranger.

En tant que pays membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine a envoyé le plus de troupes dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies et a fourni un financement important aux opérations de l'ONU.

Depuis qu'elle s'est jointe aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en 1990, la Chine a déployé des troupes 24 fois, avec plus de 36000 effectifs. Au total, 2506 soldats chinois du maintien de la paix de l'ONU sont actuellement en mission dans huit zones.

Source: french.china.org.cn

### **Chine-Angola : plus de 8 milliards d'euros d'échange**

Posted by Chine Magazine | Oct 2, 2017 | Afrique, MONDE | <https://www.chine-magazine.com/chine-angola-plus-de-8-milliards-deuros-dechange/>

Chine-Angola : plus de 8 milliards d'euros d'échange

Dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Angola et la Chine, les projets engagés en 2017 ont dépassé 10 milliards de dollars (8,9 milliards d'euros), selon l'ambassadeur de Chine, Cui Aimin.

D'ailleurs, en juin, la Chine a accordé une remise de dette d'un montant de 97,37 millions de yuans (12,7 millions d'euros) équivalant à la valeur de deux prêts accordés à l'Etat angolais dans le cadre des accords de coopération économique et technique.

Lors de la cérémonie commémorant le 68ème anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine, Cui Aimin a indiqué que cette enveloppe a été essentiellement consacré à des projets d'infrastructures.

Les projets couverts par l'accord de coopération comprennent, entre autres, la construction du Centre de démonstration technologique et de l'Institut des relations internationales, tous deux en cours d'achèvement, ainsi que le récent déploiement de la quatrième équipe médicale chinoise en Angola.

Ouvrir le champ des investissements bilatéraux

L'ambassadeur de Chine, Cui Aimin, a souhaité que les entreprises – impliquées dans la coopération entre les deux pays – explorent davantage de domaines d'investissement, appelant le gouvernement angolais à soutenir davantage les entreprises chinoises.

Le président angolais José Eduardo dos Santos a d'ailleurs inauguré le 5 août la construction du projet hydroélectrique Caculo Cabaca à Dondo, par la China Gezhouba Group Co., Ltd (CGGC).

Joao Baptista Borges, ministre angolais de l'énergie et des ressources hydrauliques a assuré que ce projet, le plus grand de son genre construit dans le pays, est « crucial pour la construction économique de l'Angola ».

Exprimant la gratitude du gouvernement angolais envers le gouvernement chinois et les entreprises chinoises pour leur soutien au développement de l'Angola, le ministre s'est dit confiant quant aux retombées économiques et sociales de ce projet.

« La plus grande centrale hydroélectrique à construire par une société chinoise en Afrique »

Ren Jianguo, directeur général adjoint de CGGC, a expliqué aux médias que le groupe transformera le projet hydroélectrique Caculo Cabaca en un projet de haute qualité, contribuant au développement du secteur de l'énergie et à l'amélioration de l'infrastructure dans la province du Kwanza Nord.

« Le projet hydroélectrique Caculo Cabaca devrait être la plus grande centrale hydroélectrique à construire par une société chinoise en Afrique », a indiqué Ren Jianguo, ajoutant que le projet devrait répondre à plus de 50% des besoins en électricité du pays.

Selon le contrat, CGGC sera également responsable de l'exploitation et de la maintenance de la centrale pendant 4 ans, et de la formation d'un groupe de gestion des opérations et de personnel technique pour l'Angola.

Cui Aimin a souligné que la Chine est le principal partenaire commercial de l'Angola, qui est le deuxième partenaire commercial de la Chine en Afrique et le plus grand exportateur africain vers la Chine. L'Angola est le premier pays africain bénéficiaire des investissements chinois.

## **Une compagnie chinoise veut rendre le Kenya attractif aux touristes chinois**

Par : french.china.org.cn | Mots clés : kenya-tourisme French.china.org.cn | Mis à jour le 05-10-2017

[ [http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-10/05/content\\_50031757.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2017-10/05/content_50031757.htm) ]

La compagnie chinoise Welcome China est actuellement en pourparlers avec les autorités du tourisme kényan pour vendre le Kenya comme destination touristique en Chine.

Le PDG de Welcome China, Marcus Lee, a déclaré à Xinhua à Nairobi mardi que sa société veut augmenter le nombre de touristes chinois qui visitent chaque année le Kenya.

"Avec la bonne stratégie et approche, la Chine peut devenir un important marché source du tourisme pour le Kenya", a déclaré M. Lee en marge de la 7ème édition de l'Exposition annuelle Magical Kenya.

La conférence de trois jours, prévue du 3 au 5 octobre, présentera les attractions touristiques du Kenya aux agences de voyages étrangères. Welcome China fait partie du Forum international sur les investissements de la Chine.

Welcome China travaille actuellement avec le Zimbabwe pour attirer plus de touristes chinois dans le pays d'Afrique australe.

Les données de la Kenya Tourism Board, agence de tourisme national du Kenya, montrent qu'environ 35.000 touristes chinois ont visité le pays est-africain en 2016, sur 1,3 million d'arrivées internationales.

Le Kenya a déjà obtenu du gouvernement chinois le Statut des Destinations Approuvées. Pour M. Lee, le Kenya a de grandes chances d'obtenir une part des 122 millions de touristes chinois voyageant à l'étranger.

"Le Kenya doit seulement développer des produits touristiques qui attirent les touristes chinois", a-t-il ajouté. Selon M. Lee, pour attirer plus de visiteurs chinois, le pays doit renforcer son marketing en Chine.

"Le Kenya est déjà bien connu dans la province de Guangdong, car Kenya Airways dessert la région. Mais le Kenya ne parle pas beaucoup aux autres villes comme Shanghai", a-t-il ajouté.

M. Lee a précisé que le gros du marketing visant les voyageurs chinois devrait se faire par des canaux mobiles. F

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

## **Paul Fokam, nouveau interlocuteur de la Banque Chinoise de Développement en Afrique**

par Amadjiguène Ndoye

[ <http://www.financialafrik.com/2017/10/04/paul-fokam-nouveau-interlocuteur-de-la-banque-chinoise-de-developpement-en-afrique/#.WdVVRxiZLfNM> ]



La China Africa Développement Funds, filiale de la Banque chinoise de développement, et la banque camerounaise Afriland First Group ont signé une convention stratégique globale le 25 septembre 2017 qui a pour but de promouvoir le développement des projets en Afrique.

Cette convention signée par les présidents des deux institutions, fait du Dr Paul Fokam, président d'Afriland First Group, partenaire stratégique du fonds Sino Africain, China Africa Development Funds, la plus importante institution mise sur pied par le gouvernement chinois et dont la mission est d'accompagner et de financer les entreprises chinoises qui veulent investir en Afrique. Il portera désormais les projets des 54 pays africains auprès de l'institution chinoise.

La convention a été signée en marge du 3ème Forum Investir en Afrique organisé par la Banque mondiale, la Banque chinoise de développement et le gouvernement sénégalais, du 25 au 27 septembre dernier dans la capitale sénégalaise. Elle se situe dans le prolongement de l'accord de prêt signée en juin 2015 à Beijing (Chine) entre la banque chinoise et Afriland First Bank Cameroun pour le financement de 36 millions d'euros en faveur des PME au Cameroun.

D'ailleurs, Afriland First Bank Guinée Conakry devrait, sous peu, bénéficier d'un prêt de 20 millions d'euros, suite à la convention signée par l'Administrateur directeur général d'Afriland First Bank Guinée Guy-Laurent Fondjo et le Président de la Banque chinoise de développement, Hu Huaibang, en 2016 en Chine.

---

## AFRICA - INDIA :

### **TIC et externalisation : Maurice ciblée par l'association indienne Nasscom**

03 octobre 2017 Par Vijayan Ayassamy

[ <http://defimedia.info/tic-et-externalisation-maurice-ciblee-par-lassociation-indienne-nasscom> ]

L'association indienne Nasscom compte utiliser Maurice comme porte d'entrée vers le continent africain. Dans le cadre de sa stratégie de diversification des marchés, le pays s'inscrit dans ses objectifs de non seulement aider ses membres à approvisionner le marché local mais aussi de constituer un tremplin pour elle vers l'Afrique.

Fondée en 1988, Nasscom est une organisation à but non lucratif qui compte plus de 2 200 membres. Elle représente les intérêts des entreprises indiennes engagées dans les technologies informatiques, de la communication et de la gestion des processus d'affaires. Principal organe à promouvoir cette industrie de \$ 154 milliards (environ Rs 5 236 milliards), elle cherche aussi à explorer les opportunités en Australie, en Suède, au Mexique et à Maurice. Pour l'instant, 60 % des revenus du secteur proviennent des États-Unis, 17 % à 18 % du Royaume-Uni, 10 % des autres pays européens et 10 % du reste du monde.

« Les revenus issus du reste du monde sont minimes. Nous nous employons à mettre en œuvre une orientation stratégique vers l'Australie, la Chine, le Japon et les pays scandinaves. Des pays comme Maurice sont d'une importance capitale puisqu'ils peuvent être un point de départ vers l'Afrique du Sud », a confié Shivendra Singh, responsable du développement du commerce mondial de Nasscom à un journal indien.

De grandes entreprises indiennes, comme Tata Consultancy Services, Infosys, Wipro et HCL Technologies, y sont déjà implantées.

Nasscom vise une pénétration plus grande de l'industrie indienne dans des pays encore inexploités. L'association favorise des partenariats avec des organismes commerciaux locaux pour organiser des tournées de présentation afin de mieux faire connaître les entreprises indiennes dans le secteur des TIC. En Israël, par exemple, elle a sollicité les services d'un consultant pour des rencontres rapides entre les sociétés indiennes et israéliennes.

---

## AFRICA - EUROPA :

### **Économie et migration: Tunisie et Union européenne examinent ensemble leur plan d'action 2017-2020**

HuffPost Tunisie/TAP / Publication: 04/10/2017 16h19 CEST Mis à jour: 04/10/2017 16h19 CEST [ [http://www.huffpostmaghreb.com/2017/10/04/tunisie-union-europeenne-\\_n\\_18183482.html](http://www.huffpostmaghreb.com/2017/10/04/tunisie-union-europeenne-_n_18183482.html) ]

Le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, a reçu, mardi, le commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn.

Selon Jhinaoui, cette 3e réunion en l'espace de quelques semaines avec Hahn, a permis d'examiner le plan d'action tuniso-européen pour la période 2017-2020. "Nous avons discuté de l'avancement de la mise en place de ce plan qui concerne la coopération bilatérale, en particulier dans le domaine économique et de la migration irrégulière", a expliqué Jhinaoui. "Il s'agit d'un plan d'action de trois ans qui concerne en plus le volet technique et les aides européennes à la Tunisie", a précisé Jhinaoui.

Il a ajouté que la réunion a été, également, l'occasion d'aborder les moyens de développer les relations tuniso-européennes.

Le ministre des Affaires étrangères a rappelé la décision du Conseil de l'Europe d'augmenter l'aide dédiée à la Tunisie qui atteindra un volume annuel de 300 millions d'euros jusqu'en 2020. Il a, aussi, évoqué l'engagement de la Banque européenne d'investissement, lors de la conférence internationale de l'investissement "Tunis 2020", à soutenir la Tunisie durant le prochain quinquennat affirmant qu'environ 75% des flux commerciaux extérieurs (import/export) passent à travers l'Union européenne.

Johannes Hahn a, pour sa part, indiqué qu'il est très important de se focaliser sur la coopération bilatérale tuniso-européenne.

"Nous devons nous concentrer sur la concrétisation des accords d'aide signés avec l'union européenne", a-t-il indiqué. "Nos experts se réuniront bientôt afin d'examiner les solutions qui permettront à la Tunisie de se développer dans les domaines sur lesquels nous nous sommes mis d'accord tels que l'infrastructure, la santé, les municipalités, les élections locales, la sécurité, et l'économie", a-t-il dit.

Sur "la migration économique" (régulière), Johannes Hahn a précisé que l'Europe ne peut pas accueillir tout le monde. "C'est pourquoi il est très important de développer l'économie en l'Afrique", a-t-il préconisé, faisant remarquer que ceux qui quittent leurs pays le font parce qu'ils n'ont pas d'autres perspectives.

